

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies.	35 fr.	20 fr.
Etranger } Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger } Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50  
Par porteur ou par la poste.  
Togo, France et Colonies : 1. fr. 75  
Etranger : Port en sus.

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée, moitié prix ; minimum 10 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

### SOMMAIRE

#### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1942

- 29 décembre — Ordonnance interdisant les transactions sur les véhicules automobiles de marques et types déterminés. (Arrêté de promulgation n° 383 Cab. du 9 juillet 1943). 401

1943

- 19 mars — Ordonnance instituant l'instruction préliminaire obligatoire. (Arrêté de promulgation n° 384 Cab. du 9 juillet 1943). 402
- 12 avril — Ordonnance réprimant les vols, détentions et réceptions à titres divers d'objets appartenant aux armées française et alliées. (Arrêté de promulgation n° 384 Cab. du 9 juillet 1943). 402
- 14 avril — Ordonnance sur le régime de la délégation provisoire pour les entreprises privées de leurs dirigeants. (Arrêté de promulgation n° 385 Cab. du 9 juillet 1943). 405
- 14 avril — Ordonnance portant création du « Bureau Africain des gens de lettres et auteurs de conférences ». (Arrêté de promulgation n° 386 Cab. du 9 juillet 1943). 408
- 14 avril — Ordonnance portant création du « Bureau Africain du droit d'auteurs ». (Arrêté de promulgation n° 386 Cab. du 9 juillet 1943). 410
- 19 avril — Ordonnance relative à la militarisation pour la durée des hostilités d'une partie des services de l'aéronautique civile et des entreprises de transport aérien. (Arrêté de promulgation n° 384 Cab. du 9 juillet 1943). 403
- 22 avril — Ordonnance relative à la réquisition du personnel féminin. (Arrêté de promulgation n° 385 Cab. du 9 juillet 1943). 406
- 26 avril — Décision portant organisation du « Bureau Africain des gens de lettres et auteurs de conférences ». (Arrêté de promulgation n° 386 Cab. du 9 juillet 1943). 410

- 26 avril — Décision portant organisation du « Bureau Africain du droit d'auteurs ». (Arrêté de promulgation n° 386 Cab. du 9 juillet 1943). 411
- 28 avril — Ordonnance portant abrogation de la loi du 3 septembre 1940 relative aux mesures à prendre sur instructions du Gouvernement à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique. (Arrêté de promulgation n° 385 Cab. du 9 juillet 1943). 406
- 2 mai — Ordonnance fixant le plafond d'émission des billets de la Banque de l'Afrique Occidentale. (Arrêté de promulgation n° 385 Cab. du 9 juillet 1943). 406
- 5 mai — Décision concernant les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires relevés de leurs fonctions. (Arrêté de promulgation n° 385 Cab. du 9 juillet 1943). 407
- 5 mai — Décision concernant les conditions de réintégration des fonctionnaires et agents exclus de leur emploi, en raison de leur appartenance à des associations secrètes. (Arrêté de promulgation n° 385 Cab. du 9 juillet 1943). 408
- 5 mai — Décision concernant les conditions de réintégration des fonctionnaires et agents exclus de leur emploi du fait de leur qualité de juif. (Arrêté de promulgation n° 387 Cab. du 9 juillet 1943). 413
- 5 mai — Ordonnance portant abrogation des lois relatives à la constitution, par voie d'extension, des tribunaux militaires en cours martiales. (Arrêté de promulgation n° 384 Cab. du 9 juillet 1943). 404
- 5 mai — Ordonnance concernant l'abrogation de la loi du 12 juillet 1940 suspendant les dispositions prévoyant l'avis d'un organisme consultatif. (Arrêté de promulgation n° 386 Cab. du 9 juillet 1943). 412
- 15 mai — Ordonnance portant abrogation des lois et décrets concernant l'organisation professionnelle. (Arrêté de promulgation n° 386 Cab. du 9 juillet 1943). 412
- 15 mai — Ordonnance relative à la consignation des dettes. (Arrêté de promulgation n° 386 Cab. du 9 juillet 1943). 412

3 juin	— Ordonnance portant institution du Comité français de la Libération nationale . . . . .	398
3 juin	— Décret fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale . . . . .	399
3 juin	— Décret relatif à la formation et au fonctionnement du secrétariat du Comité français de la Libération nationale . . . . .	399
3 juin	— Décret instituant un Commissariat à la Coordination des affaires musulmanes . . . . .	400
3 juin	— Décret portant nomination du commissaire à la Coordination des affaires musulmanes . . . . .	401
3 et 7 juin	— Décrets portant nomination de membres du Comité français de la Libération nationale . . . . .	400
7 juin	— Décret portant création de Commissariats du Comité français de la Libération nationale . . . . .	400
7 juin	— Décret portant nomination de commissaires du Comité français de la Libération nationale . . . . .	401

### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

#### 1939

30 août	— No 2733 D. N. — Arrêté général relatif à l'application en A. O. F. de la loi du 3 juillet 1877 et lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires . . . . .	413
17 octobre	— No 3197 D. N. — Arrêté général modifiant l'arrêté no 2733 D. N. du 30 août 1939 en ce qui concerne le règlement des indemnités pour les réquisitions militaires . . . . .	422

#### 1943

10 juin	— No 2110 S. E. — Arrêté général fixant la valeur FOB port d'embarquement de divers produits à la tonne emballée . . . . .	424
15 juin	— No 2183 S. E. — Arrêté général appliquant à un lot de maïs du Togo et du Dahomey, les opérations de péréquation . . . . .	424
15 juin	— No 2209 T. P. — Arrêté général portant modification à l'annexe no 4 du recueil général des tarifs des chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo . . . . .	424
21 juin	— No 2283 SEC. — Arrêté général modifiant l'arrêté no 2774 S. E. du 7 août 1942 sur le rationnement . . . . .	424
29 juin	— No 2376 D. T. — Arrêté général fixant les frais de transport aérien et les surtaxes-avion dans les relations postales entre l'A. O. F. et l'Afrique du Nord. (Rendu immédiatement applicable au Togo par arrêté local no 366 Cab. du 2 juillet 1943) . . . . .	425

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### 1943

25 juin	— No 359 C. P. S. — Arrêté fixant le prix de vente du sucre . . . . .	425
26 juin	— No 360 A. E. — Arrêté fixant le mode de vente de certaines denrées de première nécessité pendant le mois de juillet 1943 . . . . .	426
29 juin	— No 363 P. T. T. — Arrêté relevant les taxes téléphoniques dans les communications échangées entre certains bureaux du Togo d'une part et certains bureaux de la Gold-Coast d'autre part . . . . .	426
30 juin	— No 428 A. E. — Décision fixant la composition de la commission cen-	

	trale de surveillance des Sociétés indigènes de prévoyance . . . . .	427
1er juillet	— No 431 A. P. A. — Décision portant application au cercle de Lomé des dispositions de l'arrêté local no 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo . . . . .	427
6 juillet	— No 376 C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles . . . . .	427
7 juillet	— No 436 E. F. — Décision autorisant le commandant du cercle d'Anécho à accorder les permis d'abattage de certaines essences forestières . . . . .	427
9 juillet	— No 381 A. P. A. — Arrêté relatif à l'application au Togo de la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires . . . . .	427
9 juillet	— No 382 A. P. A. — Arrêté fixant la composition de la commission d'évaluation des réquisitions civiles . . . . .	428
11 juillet	— No 388 C. P. S. — Arrêté fixant les prix de vente de certains articles . . . . .	426
12 juillet	— No 394 A. P. A. — Arrêté portant additif à l'arrêté no 381 A. P. A. 9 juillet 1943 relatif à l'application au Togo de la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires . . . . .	428
	Rectificatif à la décision no 375 A. E. du 29 mai 1943 portant désignation de la commission des prix et rapportant la décision no 502 A. E. du 9 juillet 1942 . . . . .	428
	Personnel . . . . .	428
	Divers . . . . .	436

### PARTIE NON OFFICIELLE

#### Avis et communications

Avis de concours (agents auxiliaires) . . . . .	439
Domaines . . . . .	439

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

##### Comité français de la Libération nationale

#### ORDONNANCE du 3 juin 1943.

Le Général Giraud, agissant en vertu de la déclaration et des ordonnances du 14 mars 1943;

Le Général de Gaulle, agissant en vertu du mandat à lui délivré le 25 mai 1943 par le Comité national français;

Considérant que, du fait de l'occupation du territoire français par l'ennemi, l'exercice de la souveraineté du peuple français, fondement de tout pouvoir légal, est suspendu;

Que le Comité national français et le Commandement en Chef civil et militaire ont décidé d'unifier leur action pour assurer la direction de l'effort français dans la guerre, la défense des intérêts permanents de la France et la gestion des affaires concernant les territoires et les forces relevant jusqu'à présent de leur autorité respective;

#### ORDONNENT :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué un Pouvoir central français unique qui prend le nom de Comité français de la Libération nationale.

ART. 2. — Le Comité français de la Libération nationale dirige l'effort français dans la guerre, sous toutes ses formes et en tous lieux.

ART. 3. — Le Comité français de la Libération nationale exerce la souveraineté française sur tous les territoires placés hors du pouvoir de l'ennemi; il assure la gestion et la défense de tous les intérêts français dans le monde; il assume l'autorité sur les territoires et les forces terrestres, navales et aériennes relevant jusqu'à présent soit du Comité national français, soit du Commandement en chef civil et militaire.

Le Comité conclut les traités et accords avec les puissances étrangères, les deux présidents accréditent les représentants diplomatiques auprès des puissances étrangères, les représentants étrangers sont accrédités auprès d'eux.

ART. 4. — Conformément aux documents échangés antérieurement entre le Comité national français et le Commandement en chef civil et militaire et, notamment, la lettre du général Giraud du 17 mai 1943 et la réponse du général de Gaulle du 25 mai, le Comité français de la Libération nationale exercera ses fonctions jusqu'à la date où l'état de libération du territoire permettra la formation, conformément aux lois de la République, d'un Gouvernement provisoire auquel il remettra ses pouvoirs. Cette date sera, au plus tard, celle de la libération totale du territoire.

ART. 5. — Des décrets détermineront l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale.

ART. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD.

C. DE GAULLE.

#### DECRET du 3 juin 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance en date du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Comité français de la Libération nationale est alternativement présidé par les généraux Giraud et de Gaulle. Les affaires qui entrent dans la compétence du Comité français de la Libération nationale sont réparties entre des commissaires. Le Comité nomme les commissaires, fixe leur nombre et leurs attributions.

ART. 2. — Au sein du Comité français est constitué un comité de guerre, groupant les commissaires qui, soit par leur compétence, soit par leurs attributions, peuvent particulièrement contribuer à la poursuite de l'effort de guerre sous toutes ses formes.

Ce comité de guerre assure la conduite générale de la guerre et prend les décisions qui s'y rapportent. En cas d'empêchement ou d'absence, un membre du comité de guerre se fait représenter par un autre commissaire, non membre du comité de guerre.

ART. 3. — En séance plénière du Comité français de la Libération nationale, les commissaires, non membres du comité de guerre, présentent les affaires relevant de leur département et sont mis au courant de la situation générale.

Le Comité en séance plénière peut, à la demande de l'un des présidents, être saisi, pour décision, de toute affaire délibérée en comité de guerre.

ART. 4. — Les décisions du Comité français de la Libération nationale prennent la forme soit d'ordonnances, soit de décrets. L'ordonnance est nécessaire pour toutes les matières qui, sous la République ou antérieurement, ont été l'objet d'une loi ou d'un acte ayant la valeur d'une loi. Elle est délibérée en séance plénière du Comité français de la Libération nationale. Elle est signée par les deux présidents et contresignée par le ou les commissaires intéressés. Les décisions, prises en exécution d'une loi ou d'une ordonnance antérieures, font l'objet d'un décret, signé par les deux présidents et contresigné par le ou les commissaires intéressés. Les décrets qui engagent la politique générale, ceux qui intéressent plusieurs commissariats, les décisions concernant les hauts fonctionnaires et officiers généraux sont délibérés en Comité français, statuant en comité de guerre ou en séance plénière. Les décrets d'objet administratif qui n'intéressent qu'un commissariat sont pris par les deux présidents, sur proposition du commissaire intéressé et contresignés par lui.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD.

C. DE GAULLE.

#### DECRET du 3 juin 1943.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu l'ordonnance en date du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué auprès du Comité français de la Libération nationale, un secrétariat dont le secrétaire et le secrétaire adjoint sont nommés par décret.

ART. 2. — Le secrétaire prépare l'ordre du jour du comité. Il reçoit des divers commissaires la liste des questions qu'ils veulent voir discuter et en établit l'ordre, conformément aux directives qu'il reçoit des deux présidents. Il s'assure que tous les documents nécessaires à la discussion sont réunis et communiqués à chacun des membres du Comité en temps utile avant la réunion.

ART. 3. — Le secrétaire, ou le secrétaire adjoint, en cas d'absence ou d'empêchement du secrétaire, reçoit du membre du Comité qui est chargé de le rédiger, le texte du procès-verbal de chaque séance, le soumet à l'approbation du président de séance et en assure la communication à chacun des autres membres du comité.

ART. 4. — Le secrétaire communique aux différents commissaires intéressés les décisions prises par le comité en vue d'exécution. Il assure, sous le contrôle des deux présidents, la communication aux différents commissaires de tous les documents dont la connaissance leur est utile.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

C. DE GAULLE.

H. GIRAUD.

*DECRET du 3 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Il est institué un commissariat à la coordination des affaires musulmanes.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

C. DE GAULLE.

H. GIRAUD.

*DECRET du 7 juin 1943.*LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,  
Vu l'ordonnance en date du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret en date du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale;

## DECRETE :

ARTICLE UNIQUE. — Par application de l'article 1<sup>er</sup> du décret du 3 juin 1943 fixant l'organisation et le fonctionnement du Comité français de la Libération nationale sont créés :

Un commissariat à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique.

Un commissariat aux affaires étrangères.

Un commissariat à l'intérieur.

Un commissariat aux finances.

Un commissariat à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction.

Un commissariat à la production et au commerce.

Un commissariat aux communications et à la marine marchande.

Un commissariat aux colonies.

Un commissariat au travail et à la prévoyance sociale.

Un commissariat à l'information.

Alger, le 7 juin 1943.

Signé :

C. DE GAULLE.

H. GIRAUD.

*DECRET du 3 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

Le général Georges Catroux est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD.

C. DE GAULLE.

*DECRET du 3 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

Le général Alphonse Georges est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

C. DE GAULLE.

H. GIRAUD.

*DECRET du 3 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. René Massigli est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD.

C. DE GAULLE.

*DECRET du 3 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. Jean Monnet est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

C. DE GAULLE.

H. GIRAUD.

*DECRET du 3 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. André Philip est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD.

C. DE GAULLE.

*DECRET du 7 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. le docteur Jules Abadie est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 7 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD.

C. DE GAULLE.

*DECRET du 7 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. Henri Bonnet est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 7 juin 1943.

Signé :

C. DE GAULLE.

H. GIRAUD.

*DECRET du 7 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. Couve de Murville est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 7 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD.

C. DE GAULLE.

*DECRET du 7 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. Diethelm est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 7 juin 1943.

Signé :

C. DE GAULLE. H. GIRAUD.

*DECRET du 7 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. René Mayer est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 7 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD. C. DE GAULLE.

*DECRET du 7 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. René Pleven est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 7 juin 1943.

Signé :

C. DE GAULLE. H. GIRAUD.

*DECRET du 7 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

## DECRETE :

M. Adrien Tixier est nommé membre du Comité français de la Libération nationale.

Alger, le 7 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD. C. DE GAULLE.

*DECRET du 3 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu le décret en date du 3 juin 1943 instituant un commissariat à la coordination des affaires musulmanes;

## DECRETE :

Le général Georges Catroux, membre du Comité français de la Libération nationale, est nommé commissaire à la coordination des affaires musulmanes.

Alger, le 3 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD. C. DE GAULLE.

*DECRET du 7 juin 1943.*

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Vu le décret en date du 7 juin 1943 portant création des Commissariats du Comité français de la Libération nationale;

## DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. le docteur Abadie est nommé commissaire à la justice, à l'éducation nationale et à la santé publique.

ART. 2. — M. René Massigli, ambassadeur de France, est nommé commissaire aux affaires étrangères.

ART. 3. — M. André Philip est nommé commissaire à l'intérieur.

ART. 4. — M. Couve de Murville est nommé commissaire aux finances.

ART. 5. — M. Jean Monnet est nommé commissaire à l'armement, à l'approvisionnement et à la reconstruction.

ART. 6. — M. André Diethelm est nommé commissaire à la production et au commerce.

ART. 7. — M. René Mayer est nommé commissaire aux communications et à la marine marchande.

ART. 8. — M. René Pleven est nommé commissaire aux colonies.

ART. 9. — M. Adrien Tixier est nommé commissaire au travail et à la prévoyance sociale.

ART. 10. — M. Henri Bonnet est nommé commissaire à l'information.

Alger, le 7 juin 1943.

Signé :

H. GIRAUD. C. DE GAULLE.

**Véhicules automobiles**

N° 383 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

9 juillet 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, l'ordonnance du 29 décembre 1942 interdisant les transactions sur les véhicules automobiles de marques et types déterminés.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE  
RÉSIDENT EN AFRIQUE FRANÇAISE,

## ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — A partir de la publication de la présente ordonnance, les véhicules des marques et types énumérés ci-après seront considérés comme en état de pré-réquisition et ne devront faire en aucune façon l'objet de transaction :

*Voitures de liaison*

Peugeot, Renault, Citroën de types postérieurs à 1936 et de marques américaines postérieures à 1937.

*Poids lourds*

(à essence ou transformés en gazogène)

*Marques américaines*

Ford, Chevrolet, Dodge, Fargo, de Soto, International, Studebaker des types postérieurs à 1935.

*Marques nationales*

Latil, Renault, Laffly, Berliet, Panhard, Rochet-Schneider, Matford, Saurer, Unic, Citroën, Delahaye des types postérieurs à 1936.

*Poids lourds*

(à huile lourde ou transformés à gazogène)

Berliet, Renault, Saurer, Rochet-Schneider, Bernard, Willeme, Unic, Citroën des types postérieurs à 1934.

ART. 2. — Les contrevenants à la présente ordonnance seront déférés devant les tribunaux militaires et seront passibles des sanctions ci-après :

Amende de deux à cinq fois la valeur de chaque véhicule vendu illicitement, déterminée par application du barème des prix figurant dans l'arrêté pris par le ministre de la défense nationale et de la guerre en date du 22 août 1938, relatif à la fixation des prix des véhicules automobiles en cas de mobilisation et de l'arrêté pris par le Général d'armée commandant en chef des forces terrestres et aériennes le 8 décembre 1942 modifiant l'arrêté du 22 août 1938 précité.

Le fait d'avoir recherché ou provoqué la vente d'un véhicule passible de réquisition sera regardé comme circonstance aggravante.

Fait à Alger, le 29 décembre 1942.

H. GIRAUD.

#### Promulgations

N° 384 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

9 juillet 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 19 mars 1943 instituant l'instruction prémilitaire obligatoire ;

2° — l'ordonnance du 12 avril 1943 réprimant les vols, détentions et réceptions à titres divers d'objets appartenant aux armées française et alliées ;

3° — l'ordonnance du 19 avril 1943 relative à la militarisation pour la durée des hostilités d'une partie des services de l'aéronautique civile et des entreprises de transport aérien ;

4° — l'ordonnance du 5 mai 1943 portant abrogation des lois relatives à la constitution, par voie d'extension, des tribunaux militaires en cours martiales.

#### Instruction prémilitaire

ORDONNANCE du 19 mars 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Tout citoyen français doit, avant son incorporation dans l'armée, avoir reçu une instruction prémilitaire destinée à le préparer physiquement et moralement à son rôle de soldat.

ART. 2. — Cette instruction est obligatoire à partir de l'âge de 17 ans, sauf inaptitude physique dûment constatée.

ART. 3. — La direction de l'instruction prémilitaire incombe à l'organisme désigné dans chacun des pays d'Afrique par les gouverneurs généraux et résidents généraux.

Le programme est établi en liaison avec les services de l'Éducation générale et des sports par l'autorité militaire qui a qualité pour en contrôler l'application ; il comprend obligatoirement l'enseignement du tir et celui de la conduite automobile.

ART. 4. — L'instruction est donnée concurremment : dans les établissements scolaires publics et privés, dans les sociétés sportives désignées à cet effet

par le service de l'Éducation générale et des sports, dans les mouvements de jeunesse désignés par le service de la jeunesse.

ART. 5. — L'autorité militaire participe à l'instruction :

au moyen de cadres instructeurs détachés. En temps de guerre, ceux-ci ne doivent comprendre que du personnel temporairement ou définitivement inapte à faire campagne :

par des officiers de contrôle et de liaison.

ART. 6. — L'inscription à l'un des groupements définis à l'article 4 est obligatoire dès le recensement de chaque classe ; celui-ci est opéré dans le courant de l'année où les intéressés atteignent 17 ans.

ART. 7. — Les jeunes gens qui ne se conformeraient pas à cette obligation seront incorporés dans un corps de troupe désigné à cet effet dans chacun des pays d'Afrique française, deux mois avant l'incorporation normale de leur classe.

Constitués en détachements spéciaux, ils seront astreints à des travaux manuels et recevront l'instruction prémilitaire qu'ils auraient normalement dû acquérir avant leur incorporation.

Ces deux mois compteront en supplément du temps de service fixé pour leur classe.

ART. 8. — Avant l'incorporation, l'instruction prémilitaire est sanctionnée par une épreuve donnant lieu à classement ; les jeunes soldats les mieux classés bénéficient d'avantages qui seront fixés ultérieurement par l'autorité militaire.

ART. 9. — A titre transitoire et en attendant le recensement des classes 1945 et 1946, l'instruction prémilitaire n'est obligatoire que :

pour les jeunes gens de la classe 1944 en cours de recensement ;

pour les scolaires des classes 1945 et 1946 ;

pour les jeunes gens des classes 1945 et 1946 appartenant aux mouvements de jeunesse qui seront désignés par le service de la jeunesse, conformément à l'article 4.

ART. 10. — Les subventions à accorder aux établissements scolaires et sociétés sportives en groupements agréés, sont calculées proportionnellement au nombre de jeunes gens instruits par chacun de ces établissements, sociétés ou groupements.

ART. 11. — La présente ordonnance entrera en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 12. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 19 mars 1943.

H. GIRAUD.

#### Répression de la détention frauduleuse des objets des armées française et alliées

ORDONNANCE du 12 avril 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Tous les vols, recels ou détentions non autorisées qui devront être tenues pour des recels et réprimées comme tels ; achats, mise en

gage, réceptions en gage d'armes, de munitions, d'équipement, de matériel de guerre appartenant aux armées française et alliées relèveront de la seule compétence des cours martiales.

ART. 2. — Tous les vols, recels ou détentions non autorisées qui devront être tenues pour des recels et réprimées comme tels; achats, mise en gage, réceptions en gage d'objets de couchage, d'habillement, d'alimentation, pourront relever des cours martiales.

Les procès-verbaux établis devront être transmis directement aux autorités militaires ayant qualité pour saisir les juridictions militaires qui décideront si la cour martiale doit connaître des faits ou si la compétence en peut être laissée aux juridictions civiles.

ART. 3. — L'ordonnance n° 7 du 29 novembre 1942 est abrogée.

ART. 4. — La présente ordonnance est applicable à tous les territoires relevant de l'autorité du Général, commandant en chef français, civil et militaire.

ART. 5. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 12 avril 1943.

H. GIRAUD.

*Service de l'aéronautique civile —  
Entreprises de transport aérien*

**ORDONNANCE du 19 avril 1943.**

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu la loi du 31 mars 1928 sur le recrutement de l'armée et notamment l'article 52;

Vu la loi du 1<sup>er</sup> août 1936 fixant le statut des cadres de réserve de l'armée de l'air et notamment le titre III;

Vu le décret du 10 mars 1938 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de l'article 64 de la loi du 1<sup>er</sup> août 1936 susvisée;

Vu le décret du 17 septembre 1939 relatif aux assimilés spéciaux de l'armée de l'air, modifié par les décrets des 27 novembre 1939 et 10 avril 1940;

Vu les ordonnances 22 et 23 du 27 novembre 1942;

Sur la proposition du Général de corps aérien, commandant l'aviation française d'Afrique;

**ORDONNE :**

ARTICLE PREMIER. — Les organes de commandement et d'exploitation de l'aéronautique civile :

- Direction de l'aéronautique civile;
- Service des ports aériens;
- Service météorologique;
- Service des télécommunications;

ainsi que tout ou partie des entreprises de transports aériens, titulaires d'une concession dans les conditions fixées par la loi du 19 septembre 1941 portant statut de l'aviation marchande,

pourront, sur décision du général, commandant l'aviation française d'Afrique, être militarisés pour la durée des hostilités.

ART. 2. — La direction de l'aéronautique civile militarisée prendra le nom de : Direction des transports aériens.

ART. 3. — Le personnel appartenant aux organismes et éléments d'entreprises ainsi militarisés recevra application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant le cadre des assimilés spéciaux de l'armée de l'air.

Il restera à la disposition entière du général, commandant l'aviation française d'Afrique pendant le temps où il sera pourvu d'un emploi dans le dit cadre.

ART. 4. — Le décret du 17 septembre 1939, modifié par les décrets du 27 novembre 1939 et du 30 avril 1940, est modifié et complété comme suit :

1<sup>o</sup> — *Article 1<sup>er</sup>.* — Remplacer le début du premier alinéa de l'article par :

« Les militaires des réserves de l'armée de terre ou des chantiers de l'armée de mer et de l'armée de l'air peuvent être nommés dans le cadre des assimilés spéciaux de l'armée de l'air ». — Le reste sans changement.

Dans l'alinéa « 3<sup>e</sup> catégorie », remplacer la rubrique « détachements de transmissions » par :

- Organes de commandement et d'exploitation ;
- Direction des transports aériens ;
- Service des ports aériens ;
- Service météorologique ;
- Service des télécommunications ;
- Entreprises de transport aérien titulaires d'une concession.

Supprimer la 5<sup>e</sup> catégorie : office national météorologique.

Dans le tableau annexé au décret précité, supprimer la rubrique 5<sup>e</sup> catégorie, et remplacer la partie du tableau concernant la 3<sup>e</sup> catégorie par le tableau joint en annexe.

2<sup>o</sup> — *Art. 2.* — Remplacer « ministre de l'air » par général, commandant l'aviation française d'Afrique.

3<sup>o</sup> — *Art. 5.* — Remplacer l'article 5 par le texte suivant :

« Les assimilés spéciaux appartenant aux réserves de l'armée de terre ou des chantiers, de l'armée de mer et de l'armée de l'air peuvent recevoir un avancement au titre de ces réserves et dans les conditions fixées par les lois propres à chacune de ces armées ».

ART. 5. — Le général, commandant l'aviation française d'Afrique est chargé de l'exécution de la présente ordonnance qui sera exécutée comme loi.

Alger, le 19 avril 1943.

H. GIRAUD.

EMPLOI	DENOMINATION des. appelés spéciaux	CORRESPONDANCE avec les grades de la hiérarchie militaire	OBSERVATIONS
<b>3<sup>e</sup> DANS LES ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES DE LA 3<sup>e</sup> CATÉGORIE</b>			
a) Direction des transports aériens	Directeur Directeur adjoint Directeur régional	Général de brigade ou colonel Colonel ou lieutenant-colonel Lieutenant-colonel ou commandant	
b) Service des ports aériens	Commandant de port aérien Commandant d'aérodrome Commandant d'aérodrome adjoint Surveillant d'aérodrome	Lieutenant-colonel ou commandant Commandant ou capitaine Capitaine, lieutenant ou sous-lieutenant Adjudant-chef, adjudant, sergent-chef ou sergent	
c) Service météorologique	Chef de service Chef de service adjoint Chef de service régional Sous-chef de section technique Météorologiste principal Météorologiste Aide-Météorologiste	Lieutenant-colonel ou commandant Commandant ou capitaine Commandant ou capitaine Commandant ou capitaine Capitaine, lieutenant ou sous-lieutenant Aspirant, adjudant-chef ou adjudant Adjudant, sergent-chef ou sergent	
d) Service des télécommunications	Chef de service Chef de service adjoint Chef de service régional Chef de poste principal Chef de poste ordinaire Opérateur	Lieutenant-colonel ou commandant Capitaine ou lieutenant Lieutenant Lieutenant ou sous-lieutenant Aspirant Adjudant-chef, adjudant, sergent-chef ou sergent	
e) Entreprises de transport aérien titulaires d'une concession	Directeur de réseau et Directeur adjoint Directeur de secteur ou de ligne et Directeur adjoint Chef d'escala Commandant d'avion de transport Chef radio-navigant d'avion de transport Chef mécanicien d'avion de transport Ingénieur de direction ou d'atelier	Colonel, lieutenant-colonel ou commandant Commandant ou capitaine Capitaine, lieutenant ou sous-lieutenant Capitaine, lieutenant ou sous-lieutenant Lieutenant, sous-lieutenant ou aspirant Sous-lieutenant ou aspirant Capitaine ou lieutenant	

### *Tribunaux militaires*

#### **ORDONNANCE du 5 mai 1943.**

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

La commission instituée par l'article 2 de l'ordonnance susvisée, entendue;

#### **ORDONNE :**

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogées les lois du 10 décembre 1940 modifiant et complétant le décret du 20 mai 1940 concernant la constitution des tribunaux militaires et maritimes en cours martiales, la loi du 5 février 1941 modifiant, dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies, les dispositions en vigueur concernant la constitution des tribunaux militaires en cours martiales, la loi du 16 juin 1941 modifiant les dispositions en vigueur concernant la constitution des tribunaux militaires en cours martiales, ainsi que tous les textes complémentaires ou d'application.

ART. 2. — Les dispositions législatives en vigueur à la date du 22 juin 1940 et concernant la constitution des tribunaux militaires et maritimes en cours martiales sont expressément maintenues.

ART. 3. — Les autorités civiles et militaires sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

ART. 4. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Algèr, le 5 mai 1943.

H. GIRAUD.

#### **Promulgations**

N° 385 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

9 juillet 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1<sup>o</sup> — l'ordonnance du 14 avril 1943 sur le régime de la délégation provisoire pour les entreprises privées de leurs dirigeants;

2<sup>o</sup> — l'ordonnance du 22 avril 1943 relative à la réquisition du personnel féminin;

3<sup>o</sup> — l'ordonnance du 28 avril 1943 portant abrogation de la loi du 3 septembre 1940 relative aux mesures à prendre sur instructions du Gouvernement à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique;

4<sup>o</sup> — l'ordonnance du 2 mai 1943 fixant le plafond d'émission des billets de la Banque de l'Afrique occidentale;

5<sup>o</sup> — la décision du 5 mai 1943 concernant les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires relevés de leurs fonctions;

6<sup>o</sup> — la décision du 5 mai 1943 concernant les conditions de réintégration des fonctionnaires et agents exclus de leur emploi, en raison de leur appartenance à des associations secrètes.

### *Administration des entreprises privées*

ORDONNANCE du 14 avril 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Peuvent être placées sous le régime de la délégation provisoire :

les entreprises industrielles et commerciales françaises établies hors des territoires relevant de l'autorité du commandant en chef et possédant sur ces territoires des succursales ou des établissements de quelque forme juridique qu'ils soient, avec lesquels elles ne peuvent communiquer du fait des circonstances;

les entreprises industrielles ou commerciales établies sur les territoires relevant de l'autorité du commandant en chef, dont les dirigeants sont immobilisés hors de ces territoires et sans moyen de communiquer avec elles.

La délégation provisoire peut être obtenue lorsque les agents résidant sur les territoires relevant de l'autorité du commandant en chef établissent qu'ils ne disposent pas des pouvoirs nécessaires à la bonne marche de l'entreprise.

Le délégué est désigné par arrêté du gouverneur général ou du résident général compétent, après avis, s'il y a lieu, du comité d'organisation ou du groupement économique auquel ressortit l'entreprise.

Il est mis fin à la délégation par l'autorité qui a procédé à la nomination.

ART. 2. — Le délégué gère les intérêts de l'entreprise pour le compte des ayants-droit avec tous les pouvoirs du propriétaire ou des dirigeants de la société, sous les réserves indiquées à l'article suivant.

ART. 3. — Les pouvoirs du délégué peuvent s'étendre à la totalité ou à une partie seulement de l'entreprise dans les conditions définies par l'arrêté de nomination.

Le délégué est tenu de solliciter l'approbation préalable du gouverneur général ou résident général :

1<sup>o</sup> — pour toute opération susceptible de modifier l'objet principal de l'entreprise;

2<sup>o</sup> — sauf autorisation permanente prévue par l'arrêté de nomination, pour toute opération financière de nature à engager gravement l'entreprise et, notam-

ment, pour l'émission, l'octroi ou l'ouverture d'emprunts, d'avances, de prêts ou de crédits, dépassant les besoins de trésorerie exigés par les opérations courantes;

3<sup>o</sup> — pour toute opération de nature à entraîner la liquidation totale ou partielle de l'entreprise ou la cessation de son fonctionnement en Afrique française et, plus généralement, pour toute opération de disposition affectant l'actif immobilisé de l'entreprise.

ART. 4. — Les gouverneurs généraux et résidents généraux peuvent faire procéder, à tout moment, à des vérifications de la gestion du délégué, par des personnes habilitées par eux à cet effet.

ART. 5. — La rémunération du délégué est à la charge de l'entreprise. Si le délégué était déjà agent de l'entreprise elle ne doit pas excéder celle dont il était bénéficiaire avant le 8 novembre 1942, sauf les corrections qu'il peut y avoir lieu d'apporter à celle-ci, du fait du mouvement des prix à l'exemple de ce qui pourra être fait pour les fonctionnaires.

Dans le cas contraire, ou dans des cas exceptionnels, la rémunération est fixée par l'autorité qui procède à la nomination.

ART. 6. — Dans le cas où une entreprise possède plusieurs succursales ou établissements sur les territoires relevant de l'autorité du commandant en chef, un seul délégué de cette entreprise est désigné pour l'ensemble. La désignation est faite par le général, commandant en chef français, civil et militaire, sur la proposition des gouverneurs généraux et résidents généraux intéressés.

De même dans le cas où l'activité de certaines succursales ou établissements s'étend à plusieurs ou à l'ensemble des territoires relevant de l'autorité du commandant en chef, la désignation des délégués est faite par le général, commandant en chef français, civil et militaire.

ART. 7. — Les décisions prises de bonne foi par le délégué gérant en bon père de famille, sont opposables à l'entreprise. Celle-ci ne saurait, notamment, se prévaloir ultérieurement de l'ignorance où elle s'est trouvée de ces décisions pour prétendre à leur nullité. De même, toute disposition arrêtée par l'entreprise et exécutoire sur les territoires relevant de l'autorité du commandant en chef, y sera réputée non avenue, si elle s'oppose à une disposition prise de bonne foi par le délégué.

ART. 8. — Le délégué répond des dommages et intérêts qui pourraient résulter de l'inexécution de son mandat. Il répond, en outre, non seulement du dol, mais des fautes qu'il aurait commises dans sa gestion, conformément au droit commun, et, en outre, en ce qui concerne les sociétés, aux lois qui régissent les sociétés.

ART. 9. — L'ordonnance du 20 décembre 1942 est abrogée.

ART. 10. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 14 avril 1943.

H. GIRAUD.

*Réquisition du personnel féminin*

ORDONNANCE du 22 avril 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre et notamment l'article 14 de cette loi;

Vu le décret du 28 novembre 1938 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 14 à 25 de la loi du 11 juillet 1938;

Vu le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939 modifiant l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938;

## ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Toute Française, aux termes des lois en vigueur, âgée de plus de 21 ans et de moins de 45 ans, est susceptible, sous réserve qu'elle possède l'aptitude physique nécessaire, d'être requise pour servir, soit dans les administrations, offices et établissements publics, soit dans les entreprises privées effectuant des travaux, fournitures ou prestations de service d'intérêt public.

Cette mesure ne s'applique pas aux femmes mariées non plus qu'aux célibataires, veuves ou divorcées, ayant à leur charge, soit un ou plusieurs enfants, soit un ou plusieurs ascendants dont le grand âge ou l'état de santé, constaté par certificat médical, requiert impérativement leur présence.

Sont considérés comme à charge pour l'application des dispositions ci-dessus, les enfants légitimes, naturels reconnus ou adoptés, âgés de moins de 16 ans et ceux, plus âgés, poursuivant leurs études.

ART. 2. — Le commandant en chef français, civil et militaire, le général major général et, dans la limite des territoires qu'ils administrent, les gouverneurs généraux et résidents généraux procéderont aux réquisitions qu'ils jugeront utiles.

ART. 3. — Une priorité de réquisition est réservée au général, major général, en ce qui concerne les Françaises âgées de 21 à 30 ans.

ART. 4. — Le recensement des personnes susceptibles d'être requises est à la charge des gouverneurs généraux et résidents généraux.

ART. 5. — La réquisition portera de préférence sur les personnes qui, au jour de la parution de la présente ordonnance, n'avaient pas d'activité professionnelle reconnue.

L'administration de la preuve de l'exercice de cette activité incombera, le cas échéant, aux intéressées.

ART. 6. — Toute personne qui ne répondra pas à un ordre de réquisition sera passible des sanctions prévues à l'article 31 de la loi du 11 juillet 1938, modifiée par le décret-loi du 1<sup>er</sup> septembre 1939.

ART. 7. — Le général major général, les résidents généraux et gouverneurs généraux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance qui sera exécutée comme loi.

Alger, le 22 avril 1943.

H. GIRAUD.

*Sûreté de l'Etat en temps de guerre*

ORDONNANCE du 28 avril 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

La commission instituée par l'article 2 de l'ordonnance susvisée, entendue;

## ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Sont abrogés :

la loi du 3 septembre 1940 relative aux mesures à prendre, sur instructions du Gouvernement, à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique;

le décret du 4 septembre 1940 portant extension à l'Algérie de la loi susvisée du 3 septembre 1940;

le décret du 10 septembre 1940 relatif aux mesures à prendre, dans les territoires d'outre-mer relevant du Secrétariat d'Etat aux colonies, à l'égard des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique;

la loi du 4 octobre 1940 abrogeant le décret du 29 novembre 1939 relatif à l'application de l'article 3 du décret du 18 novembre 1939;

la loi du 15 octobre 1941 conférant au ministre secrétaire d'Etat à l'intérieur et aux préfets la police des individus dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique;

la loi du 10 août 1942 réprimant l'évasion des internés administratifs et la complicité en matière d'évasion;

et tous les textes complémentaires et d'application.

ART. 2. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 28 avril 1943.

H. GIRAUD.

*Billets de la B. A. O.*

ORDONNANCE du 2 mai 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

## ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Le chiffre maximum des émissions des billets de la Banque de l'Afrique occidentale est porté à 7 milliards de francs.

ART. 2. — Est approuvée la convention passée le 16 avril 1943 entre le secrétaire aux finances du Commandement en chef français, civil et militaire et la Banque de l'Afrique occidentale.

Cette convention est exemptée des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 2 mai 1943.

H. GIRAUD.

*CONVENTION entre le trésor d'Afrique française et la Banque de l'Afrique occidentale.*

Entre les soussignés :

M. Ludovic Tron, secrétaire aux finances auprès du commandant en chef français, civil et militaire, agissant en cette qualité,  
d'une part,

et la Banque de l'Afrique occidentale, société anonyme au capital de 50.000.000 de francs, dont le siège social est à Paris, 9, avenue de Messine, représentée par M. Pierre Bourceret, son secrétaire général, chargé de la direction générale de la banque en Afrique,  
d'autre part,

**EXPOSE :**

La direction générale de la Banque en Afrique précise que, seules, les circonstances exceptionnelles l'ont déterminée à signer la présente convention en dehors du cadre des lois et statuts régissant jusqu'ici la banque.

Ceci exposé, il a été convenu ce qui suit :

**ARTICLE PREMIER.** — En raison des dépenses en Afrique occidentale française du Trésor public, dépenses résultant de l'état de guerre, la Banque de l'Afrique occidentale s'engage à mettre à la disposition du trésorier général de l'Afrique occidentale française au compte ouvert à ce dernier dans ses écritures à Dakar, sur l'ordre du secrétaire aux finances ou de son représentant à Dakar, à concurrence de un milliard de francs, les fonds dont le Trésor de l'Afrique française aura besoin pour l'exécution de ses services dans les territoires où la Banque exerce son privilège.

Cette avance comprend celle de cinq cents millions de francs ayant fait l'objet des lettres des 12 et 17 février 1943, échangées entre le secrétariat aux finances et la banque.

**ART. 2.** — Cette avance sera utilisable en Afrique occidentale française par le Trésor public au fur et à mesure de ses besoins.

La Banque de l'Afrique occidentale recevra pour le service de cette avance et sur le montant effectif des utilisations, un intérêt réduit de 8 francs 75 pour mille (huit francs soixante quinze centimes pour mille) l'an, payable à terme échu, chaque fin de trimestre de l'année civile.

**ART. 3.** — Le remboursement de ladite avance ne sera exigible qu'en France après le rétablissement des relations normales avec la Métropole.

**ART. 4.** — Les diverses opérations relatives à la susdite avance seront enregistrées dans un compte « Avances » ouvert au nom du Trésor de l'Afrique française chez la B. A. O. Dakar, compte fonctionnant selon les modalités énoncées dans la note complétant la présente convention.

Fait en double, à Alger, le 16 avril 1943.

*Le secrétaire aux finances,*  
**TRON.**

Banque de l'Afrique occidentale  
*Le secrétaire général*  
chargé de la délégation générale en Afrique,  
**BOURCERET.**

*Personnel*

**DECISION du 5 mai 1943.**

- **LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,**

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

Vu l'ordonnance du 18 avril 1943 portant abrogation des lois des 17 juillet et 27 septembre 1940, concernant les magistrats et les fonctionnaires civils et militaires relevés de leurs fonctions;

Le président du conseil supérieur de législation entendu;

**DECIDE :**

**ARTICLE PREMIER.** — La réintégration des magistrats et des fonctionnaires et agents civils ou militaires (dénommés, ci-après, sous l'appellation générale de fonctionnaires) prévue par les textes susvisés, sera prononcée dans les conditions déterminées aux articles suivants.

**ART. 2.** — Aucune réintégration ne pourra être prononcée sans que l'intéressé en ait fait la demande expresse. Cette demande devra être adressée par lettre recommandée, avec accusé de réception, dans le délai d'un mois qui suivra la publication de la présente décision, aux autorités désignées à l'article 3 pour se prononcer éventuellement sur la réintégration immédiate.

**ART. 3.** — La réintégration sera prononcée immédiatement si l'examen du dossier fait apparaître que l'éviction est due à un motif discrétionnaire et non motivé. Elle sera prononcée dans ce cas par :

le secrétaire intéressé ou le major général, pour les fonctionnaires relevant de la nomination du commandant en chef;

le général, commandant le territoire et les commandants supérieurs des troupes, les gouverneurs généraux et résidents généraux pour les fonctionnaires relevant de leur nomination ou des autorités placées sous leurs ordres.

Toute demande, qui n'aura pas reçu de réponse après un délai de trois mois partant de la réception de la lettre recommandée, sera considérée comme ayant été favorablement accueillie.

**ART. 4.** — Lorsque l'autorité supérieure aura opposé un refus, l'intéressé pourra se pourvoir devant une commission paritaire, spécialement constituée à cet effet, dont la composition sera arrêtée par les gouverneurs généraux ou résidents généraux qui siègera au chef-lieu de chacun des pays placés sous l'autorité du commandant en chef et qui, présidée par un représentant des gouverneurs généraux ou résidents généraux, comprendra deux membres désignés par ces hauts fonctionnaires et deux membres pris parmi les représentants qualifiés du personnel.

Une commission analogue sera constituée dans chaque pays, à la diligence du major général, pour le personnel relevant de l'autorité militaire.

**ART. 5.** — Lorsque la décision de réintégration aura été prononcée, ou à l'expiration du délai de trois mois, prévu à l'article 3, la détermination des sommes à verser à chaque bénéficiaire et des avances de classe à lui accorder, sera faite par une commission spéciale, nommée par le commandant en chef, présidée par un haut fonctionnaire et qui comprendra deux fonctionnaires et deux magistrats.

Cette commission déterminera, pour chaque cas, le montant de l'indemnité à accorder et les conditions de reclassement du fonctionnaire. Elle statuera suivant les règles fixées par la jurisprudence du conseil d'Etat dans les cas d'annulation d'une décision concernant un fonctionnaire.

Elle tiendra particulièrement compte, avant de statuer, des sommes qui auront pu être perçues par le fonctionnaire pendant la durée de son congédiement. Elle sera en droit d'exiger, sur ce point, une déclaration sur l'honneur. Dans le cas où, par la suite, cette déclaration s'avérerait inexacte, le fonctionnaire serait l'objet d'une sanction disciplinaire pouvant aller jusqu'à la révocation.

ART. 6. — Jusqu'au moment où le fonctionnaire, dont la réintégration aura été prononcée, sera effectivement réintégré, il percevra les traitements ou indemnités fixés par la commission prévue à l'article 5 et son avancement continuera à courir, suivant les principes déterminés par cette commission, pour la durée de son congédiement.

ART. 7. — Le fonctionnaire, dont la réintégration aura été décidée, pourra être affecté à un poste quelconque de son administration d'origine, jugé équivalent par l'autorité qualifiée pour procéder à cette nomination. Toutefois, lorsque le fonctionnaire intéressé refusera d'accepter le poste qui lui est proposé, l'administration dont il relève ne pourra l'y affecter d'office, qu'après avis de la commission prévue à l'article 5, qui devra statuer, compte tenu de l'intérêt du service et de la nécessité de résorber rapidement les fonctionnaires en surnombre; compte tenu aussi de ce que la dignité du fonctionnaire en cause pourrait être atteinte, si un poste réellement inférieur ou déshérité, par rapport à celui qu'il occupait précédemment, lui était assigné.

Si l'intéressé refuse, après avis conforme de la commission, de rejoindre le poste auquel il est affecté, il sera considéré immédiatement comme étant démissionnaire d'office.

« Les dispositions ci-dessus, du présent article, ne sont pas applicables aux officiers, sous-officiers et assimilés de l'armée active qui devront obligatoirement rejoindre le poste auquel ils seront affectés par l'autorité militaire qualifiée pour procéder à leur réintégration; faute de quoi, ils seront immédiatement considérés comme démissionnaires d'office ».

ART. 8. — Les fonctionnaires se trouvant actuellement sous les drapeaux, ou leurs ayants-droit dûment mandatés, pourront faire valoir leurs droits, suivant les modalités de réintégration, prévues ci-dessus; ils seront, à dater de leur mobilisation, régis par les règles applicables aux fonctionnaires mobilisés; toutefois, les délais prévus pour l'admission des demandes ne pourront leur être opposés, leurs droits éventuels demeurent, en tout état de cause, réservés.

ART. 9. — La situation des fonctionnaires repliés sera réglée dans des conditions qui seront déterminées ultérieurement.

ART. 10. — Les secrétaires à l'intérieur et aux finances, le major général, sont chargés de déterminer, chacun en ce qui le concerne, les modalités d'application de la présente décision.

Alger, le 5 mai 1943.  
H. GIRAUD.

#### DECISION du 5 mai 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 relative aux associations secrètes;

Vu la décision du 5 mai 1943 concernant les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires relevés de leurs fonctions (loi du 17 juillet 1940);

Le président du conseil supérieur de législation entendu;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les prescriptions édictées par la décision de ce jour concernant les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires, relevés de leurs fonctions, sont applicables aux fonctionnaires ou agents exclus de leur emploi en raison de leur appartenance à des associations secrètes. Toutefois, cette réintégration étant de droit, l'autorité dont relève l'intéressé, transmettra immédiatement sa demande au président de la commission prévue à l'article 5 de la décision susvisée du 5 mai 1943.

ART. 2. — Les secrétaires à l'intérieur et aux finances et le Major général, sont chargés de déterminer, chacun en ce qui le concerne, les modalités d'application de la présente décision.

Alger, le 5 mai 1943.  
H. GIRAUD.

#### Promulgations

N° 386 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

9 juillet 1943. — Sont promulguées dans le territoire du Togo :

1° — l'ordonnance du 14 avril 1943 portant création du « Bureau africain des gens de lettres et auteurs de conférences »;

2° — l'ordonnance du 14 avril 1943 portant création du « Bureau africain du droit d'auteurs »;

3° — la décision du 26 avril 1943 portant organisation du « Bureau africain des gens de lettres et auteurs de conférences »;

4° — la décision du 26 avril 1943 portant organisation du « Bureau africain du droit d'auteurs »;

5° — l'ordonnance du 5 mai 1943 concernant l'abrogation de la loi du 12 juillet 1940 suspendant les dispositions prévoyant l'avis d'un organisme consultatif;

6° — l'ordonnance du 15 mai 1943 portant abrogation des lois et décrets concernant l'organisation professionnelle;

7° — l'ordonnance du 15 mai 1943 relative à la consignation des dettes;

*Bureau africain des gens de lettres  
et auteurs de conférences*

#### ORDONNANCE du 14 avril 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé dans les territoires relevant de l'autorité du commandant en chef un « Bureau africain des gens de lettres et auteurs de conférences » dont le siège est à Alger.

Il est chargé, sous l'autorité du secrétaire à l'information :

1<sup>o</sup> — de la protection et de l'exploitation des droits des littérateurs et auteurs de conférences, sous toutes leurs formes : publication, reproduction, représentation, exécution, présentation et communication au public par haut-parleur ou tout autre moyen analogue, enregistrement phonographique ou autres, réalisation par le film, reproduction mécanique sonore, par quelque moyen que ce soit, y compris la radiodiffusion ;

2<sup>o</sup> — de grouper les membres africains ou repliés en Afrique française des professions précitées ;

3<sup>o</sup> — d'assurer la discipline de ces professions ;

4<sup>o</sup> — de prendre, conformément aux dispositions des lois existantes et à celles de la présente ordonnance, toutes mesures destinées à assurer, en toutes circonstances, la défense des intérêts matériels et moraux des membres de ces professions ;

5<sup>o</sup> — de constituer et de gérer, à cet effet, les organismes destinés à administrer les intérêts communs de ses membres.

Il est habilité plus spécialement :

à procéder à toutes les opérations ou actions sans distinction qui sont à la base ou qui découlent de l'exercice du droit d'auteur ;

à percevoir des droits d'auteur au profit des membres, quels qu'ils soient, des professions précitées, sur toutes les œuvres littéraires, sur toutes les conférences et en général sur toutes les œuvres de l'esprit, définies ci-dessous, quelles que soient leurs origines et la nationalité de leurs auteurs ;

à prendre, avec effet du 8 novembre 1942, la suite complète dans leur action des divers organismes précédemment habilités en Afrique française à exploiter les droits d'auteur des professions précitées, à se substituer à eux : — en vue de recueillir leur encaisse ; — de reprendre ou de poursuivre leurs actions de toutes natures ; — de redresser leurs manquements ou omissions ; de contrôler leur action antérieure, de même qu'à la compléter s'il y a lieu.

ART. 2. — A ces fins, le bureau africain précité, est habilité à recevoir du service du dépôt légal un exemplaire des publications de toute nature ayant fait l'objet du dit dépôt. De ce fait, ledit service devra exiger le dépôt d'un exemplaire supplémentaire aux fins de transmission au bureau africain précité.

ART. 3. — Sont comprises parmi les œuvres de l'esprit sur lesquelles s'exerce le droit d'auteur, toutes les productions du domaine littéraire, scientifique ou artistique, quel qu'en soit le mode ou la forme d'expression et quels qu'en soient le mérite et la destination tels que :

livres, journaux, brochures et autres écrits ;

conférences, quel qu'en soit le sujet, allocutions, sermons et toutes œuvres de même nature ;

romans-feuilletons, contes, nouvelles et toutes œuvres constituant des productions du domaine littéraire, scientifique ou artistique, publiées dans un journal, recueil périodique, revue et autres publications ;

articles d'actualité, commentaires, chroniques, échos, comptes-rendus, écrits ou parlés, quel qu'en soit l'objet.

ART. 4. — Toute publication, reproduction, diffusion, etc., des œuvres de l'esprit ci-dessus définies, est soumise à l'autorisation préalable, formelle et

par écrit de l'auteur (ou de ses ayants-droit) représenté par le bureau africain précité et au respect des droits moraux et pécuniaires stipulés par le bénéficiaire.

Cette autorisation ne peut constituer qu'une cession temporaire et ne porte que sur l'un seulement des droits compris dans le droit d'auteur. En particulier l'autorisation d'enregistrer phonographiquement ou autrement une œuvre, n'implique pas l'autorisation d'utiliser publiquement ou de radiodiffuser ledit enregistrement.

Au droit pécuniaire de l'auteur est attaché un privilège général sur les biens du débiteur aux termes des articles 2.101 et 2.104 du code civil. Ce privilège survit à la faillite et à la liquidation judiciaire. Il s'exerce immédiatement après celui qui garantit le salaire des gens de service.

ART. 5. — Ne constituent pas des atteintes au droit d'auteur et peuvent en conséquence être publiés sans autorisation du bureau africain :

les courtes citations d'articles, de journaux ou de revues périodiques, notamment quand elles sont réunies sous une même rubrique d'un journal ou recueil périodique en vue de donner un résumé sommaire d'un ensemble de tels articles, sous réserve que la source en sera chaque fois indiquée ;

les articles écrits par les collaborateurs en titre, soit permanents, soit accidentels du journal ou de la publication, sous réserve de l'indication du nom de l'auteur ou d'un pseudonyme ne laissant aucun doute sur sa personnalité ;

la reproduction, même intégrale, dans un journal ou autre publication, à titre d'actualité, des discours prononcés au cours des séances publiques des assemblées délibérantes et des corps judiciaires ;

les projets et textes définitifs de lois, ordonnances, décisions, décrets, arrêtés et autres textes officiels d'un caractère politique, administratif ou judiciaire.

ART. 6. — Les éditeurs d'ouvrages, journaux et autres publications sont formellement tenus d'indiquer sur la publication, au cours de la diffusion ou au bas des articles, le nom des auteurs (ou leur pseudonyme) dans tous les cas (inédits et autres) et, en outre, lorsqu'il s'agit de reproduction, le titre de l'ouvrage, journal ou publication d'où elle est extraite. Ils sont tenus de faire la preuve de la source indiquée, comme aussi que tel signataire, sous la forme patronymique ou pseudonyme, est un collaborateur de l'édition et, qu'à ce titre, il s'agit d'inédits dont la publication est libre pour eux.

Constitue un délit de contrefaçon, le fait de publier ou de transmettre par radiodiffusion, sous forme de lecture publique ou de projection, les œuvres de l'esprit visées par la présente ordonnance, sans en indiquer la source ou en violation des droits des auteurs.

ART. 7. — Le bureau africain des gens de lettres et auteurs de conférences comprend :

1<sup>o</sup> — un président ;

2<sup>o</sup> — une commission consultative.

Il est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Il gère, avec effet du 8 novembre 1942, les intérêts qui lui sont confiés, en conformité et sous les réserves des dispositions de l'ordonnance du 20 décembre 1942.

ART. 8. — Les autorités de tous ordres et particulièrement les autorités de police, ainsi que leurs représentants, sont tenus de prêter sur leur demande, leur concours et d'accorder leur protection, aux fonctionnaires du bureau africain susvisé ou leurs représentants qualifiés.

ART. 9. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 14 avril 1943.

H. GIRAUD.

#### DECISION du 26 avril 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 avril 1943 portant création du « Bureau africain des gens de lettres et auteurs de conférences » ;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le « Bureau africain des gens de lettres et auteurs de conférences » comprend :

- 1° un président ;
- 2° une commission consultative.

Il est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Il est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par son président, qui peut déléguer à tel mandataire de son choix, tout ou partie des pouvoirs qu'il détient de l'ordonnance précitée.

ART. 2. — Le président est désigné par le secrétaire à l'information.

Il prend toutes les décisions et mesures destinées à l'accomplissement de la mission confiée au « bureau africain » par l'ordonnance précitée et il en assure l'exécution, après avoir pris avis de la commission consultative.

Il nomme et révoque les titulaires de tous les emplois administratifs relatifs à la gestion du bureau africain.

ART. 3. — La commission consultative comprend quatre membres désignés par le secrétaire à l'information, appartenant aux catégories professionnelles dont le bureau africain assume la protection et l'exploitation des droits.

La commission est placée sous l'autorité du président et doit être consultée par lui sur toutes les décisions qu'il est amené à prendre.

ART. 4. — Le bureau africain susvisé délègue l'exercice du droit pécuniaire sous toutes ses formes, contrôle, perception, répartition, au bureau africain du droit d'auteur et à son service central de perception.

Les conditions pécuniaires de cette délégation seront arrêtées entre eux.

Les ressources du bureau africain faisant l'objet de l'ordonnance précitée sont constituées par des retenues opérées sur les perceptions encaissées à son profit à quelque titre que ce soit.

Alger, le 26 avril 1943.

H. GIRAUD.

#### Bureau africain des droits d'auteur

#### ORDONNANCE du 14 avril 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

#### ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Il est créé, dans les territoires relevant de l'autorité du commandant en chef et pour l'ensemble des professions d'auteur dramatique, compositeur et éditeur de musique, un « Bureau africain du droit d'auteur » dont le siège est à Alger.

Il est chargé, sous l'autorité du secrétaire à l'information :

1° de la protection et de l'exploitation des droits des membres des professions sus-indiquées sous toutes leurs formes : — représentation, exécution, présentation et communication au public par haut-parleur ou tout autre moyen analogue, enregistrement (sur disques, bandes ou autres procédés) phonographique, cinématographique ou autres, réalisation par le film, reproduction mécanique sonore par quelque moyen que ce soit, y compris la radiodiffusion ; — sur toutes les œuvres de l'esprit, en particulier : — œuvres dramatiques ou dramatico-musicales, œuvres littéraires, œuvres chorégraphiques et pantomimes, compositions musicales, avec ou sans paroles, œuvres cinématographiques, etc. ;

2° de grouper les membres africains ou repliés en Afrique française des professions précitées ;

3° d'assurer la discipline de ces professions ;

4° de prendre, conformément aux dispositions des lois existantes et à celles de la présente ordonnance toutes mesures destinées à assurer en toutes circonstances la défense des intérêts matériels et moraux des membres de ces professions ;

5° de constituer et de gérer, à cet effet, les organismes destinés à administrer les intérêts communs de ses membres et, notamment, le service central de perception.

Il est habilité plus spécialement :

à préadmettre les nouveaux sociétaires résidant en Afrique française ;

à accepter et officialiser le dépôt déclaratif de droits pour toutes les nouvelles œuvres créées et à créer ;

— à accepter provisoirement et sous réserve d'accord ultérieur par les organismes métropolitains intéressés, le dépôt des titres afférents à toutes les œuvres dramatiques, littéraires, musicales ou artistiques, sauf similitude totale avec des titres notoirement connus ;

à accorder ou refuser l'autorisation des auteurs ou de leurs ayants-droit et à fixer les conditions pécuniaires, matérielles et morales de l'autorisation ;

à centraliser les perceptions effectuées par le service central de perception visé à l'article 4 ;

à en assurer la conservation au profit des ayants-droit (auteurs, compositeurs et éditeurs français et étrangers) ;

à assurer, suivant le cas, la répartition définitive ou provisionnelle des droits perçus, même antérieurement au 8 novembre 1942, aux ayants-droit africains ou ceux repliés en Afrique française — ainsi que le paiement des pensions et du denier des veuves ;

à prendre la suite complète dans leur action, des divers organismes précédemment habilités en Afrique française à percevoir les droits d'auteur, à se substi-

tuer à eux en vue : de recueillir leur encaisse, de reprendre ou de poursuivre leurs actions de toutes natures, de redresser leurs manquements ou omissions, de contrôler leur action antérieure, de même qu'à la compléter s'il y a lieu;

à percevoir des droits d'auteur sur toutes les œuvres musicales, littéraires et artistiques, quelles que soient leurs origines, leur nationalité et dans tous les cas sus-indiqués;

et, en général, indépendamment de la perception des droits d'auteur, à procéder à toutes les opérations ou actions sans distinction qui sont à la base ou qui découlent de ladite perception.

ART. 2. — Tout usage, à quelque titre que ce soit et par tous les moyens existants ou à venir, y compris l'exécution publique, des œuvres de l'esprit ci-dessus définies, est soumis à l'autorisation préalable, formelle et par écrit de l'auteur (ou de ses ayants-droit) représenté par le bureau africain précité et au respect des droits moraux et pécuniaires stipulés par le bénéficiaire.

Cette autorisation ne peut constituer qu'une cession temporaire et ne porte que sur l'un seulement des droits compris dans le droit d'auteur. En particulier, l'autorisation d'enregistrer phonographiquement ou autrement une œuvre, n'implique pas l'autorisation d'utiliser publiquement ou de radiodiffuser ledit enregistrement.

Constitue un délit de contrefaçon, le fait de publier ou de transmettre par radiodiffusion, sous forme de lecture publique ou de projection, les œuvres de l'esprit visées par la présente ordonnance, sans en indiquer la source (titres complets et noms des ayants-droit) ou en violation des droits des auteurs.

Au droit pécuniaire de l'auteur est attaché un privilège général sur les biens du débiteur aux termes des articles 2.101 et 2.104 du code civil. Ce privilège survit à la faillite et à la liquidation judiciaire. Il s'exerce immédiatement après celui qui garantit le salaire des gens de service.

ART. 3. — Le « Bureau africain du droit d'auteur » comprend :

- 1° un président;
- 2° une commission consultative.

Il est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Il gère en Afrique française, avec effet du 8 novembre 1942, les intérêts des diverses sociétés d'auteurs : — société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique; — société des auteurs et compositeurs dramatiques; — société de droits de reproduction mécanique; — bureau international de l'édition mécanique, en conformité et sous les réserves tant de la présente ordonnance que de celle du 20 décembre 1942.

ART. 4. — Il est créé au sein du bureau africain, un service central de perception des droits d'auteur dirigé, sous l'autorité du président, par le directeur général du bureau africain.

Ce service central est seul qualifié pour percevoir en Afrique française les droits pécuniaires afférents : — à l'exécution publique, à la représentation publique, à la reproduction mécanique, y compris le film, à la radiodiffusion des œuvres littéraires, dramatiques ou musicales, par tous les moyens existants ou à venir — tels qu'ils sont définis au 1° de l'article 1er ci-dessus.

ART. 5. — Les autorités de tous ordres et, particulièrement, les autorités de police, ainsi que leurs représentants, sont tenues de prêter, sur leur demande, leur concours et d'accorder leur protection aux fonctionnaires du bureau africain sus-visé ou leurs représentants qualifiés.

ART. 6. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 14 avril 1943.

H. GIRAUD.

#### DECISION du 26 avril 1943.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 avril 1943 portant création du « Bureau africain du droit d'auteur »;

#### DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Le « Bureau africain du droit d'auteur » comprend :

- 1° — un président,
- 2° — une commission consultative.

Il est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière.

Il est représenté en justice et dans tous les actes de la vie civile par son président, qui peut déléguer à tel mandataire de son choix, tout ou partie des pouvoirs qu'il détient de l'ordonnance précitée.

ART. 2. — Le président est désigné par le secrétaire à l'information.

Il prend toutes les décisions et mesures destinées à l'accomplissement de la mission confiée au bureau africain par l'ordonnance précitée et il en assure l'exécution, après avoir pris avis de la commission consultative.

Il nomme et révoque les titulaires de tous les emplois administratifs, relatifs à la gestion du bureau africain et du service central de perception.

ART. 3. — Un commissaire du Gouvernement, désigné par le secrétaire à l'information, assiste de droit à toutes les réunions de la commission consultative. Il y est convoqué en même temps que ses membres et contresigne les procès-verbaux des séances auxquelles il assiste. Il reçoit copie des procès-verbaux de toutes les séances. Il peut se faire présenter à tous moments les documents de toute nature servant aux diverses opérations du bureau africain.

ART. 4. — La commission consultative comprend six membres, appartenant aux catégories professionnelles dont le bureau africain assume la protection et l'exploitation des droits.

Les membres de cette commission sont désignés par le secrétaire à l'information.

La commission est placée sous l'autorité du président et doit être consultée par lui sur toutes les décisions qu'il est amené à prendre.

ART. 5. — Le service central de perception, créé au sein du bureau africain, est dirigé, sous l'autorité du président, par le directeur général du bureau africain. Ce service central est seul qualifié pour percevoir, en Afrique française, les droits pécuniaires afférents aux exécutions, représentations ou reproductions, énumérées à l'article 4 de l'ordonnance précitée.

Le directeur du service est nommé par le président, après avis de la commission consultative.

Il assiste à toutes les séances de la commission, avec voix consultative.

ART. 6. — Les dépenses du bureau africain et du service central de perception sont couvertes par des retenues opérées sur les perceptions encaissées par le service central, à quelque titre que ce soit, y compris celles résultant du complément de droit d'auteur.

ART. 7. — Les règlements intérieurs, relatifs au fonctionnement du bureau africain, sont arrêtés par le président, après avis de la commission consultative, sauf opposition formulée par le commissaire du Gouvernement.

Le service central de perception entrera en fonctionnement dès après que les règlements intérieurs auront été arrêtés et à une date fixée par le président.

Ces dispositions seront notifiées aux divers organismes intéressés par lettre recommandée.

ART. 8. — Tous les membres du bureau africain, à quelque titre que ce soit, y compris les agents de perception, sont tenus au secret professionnel, sous les peines prévues à l'article 378 du code pénal.

Toutefois, l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 juillet 1939 concernant la communication de renseignements, relatifs aux recettes, est applicable au bureau africain et au service central de perception. Néanmoins, le président et le directeur du service central sont seuls habilités à les fournir.

Alger, le 26 avril 1943.

H. GIRAUD.

#### *Organisme consultatif*

##### *ORDONNANCE du 5 mai 1943.*

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du commandant en chef;

La commission instituée par l'article 2 de l'ordonnance susvisée, entendue;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — La loi du 12 juillet 1940 suspendant les dispositions prévoyant l'avis d'un organisme consultatif et les textes complémentaires et d'application sont abrogés.

ART. 2. — Le secrétaire général et les secrétaires du Commandement en chef français, civil et militaire, les gouverneurs généraux et résidents généraux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application de la présente ordonnance.

Ils rétabliront d'abord et institueront ensuite, chaque fois qu'il sera nécessaire, des organismes consultatifs constitués conformément aux principes politiques en vigueur le 22 juin 1940.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 5 mai 1943.

H. GIRAUD.

#### *Organisation professionnelle*

##### *ORDONNANCE du 15 mai 1943.*

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu l'ordonnance du 14 mars 1943 portant validation provisoire des règles générales appliquées postérieurement au 22 juin 1940 dans les territoires relevant du Commandement en chef;

La commission instituée par l'article 2 de l'ordonnance susvisée, entendue;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — A l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la date de la présente ordonnance sont abrogés :

la loi du 16 août 1940 sur l'organisation provisoire de la production industrielle;

la loi du 6 décembre 1940 instituant des groupements professionnels dans les territoires coloniaux, ainsi que les textes qui l'ont complétée et modifiée;

le décret du 10 décembre 1940 étendant à l'Afrique du Nord la loi du 16 août 1940 sur l'organisation provisoire de la production industrielle;

la loi du 25 mars 1941 instituant des comités d'organisation dans les territoires coloniaux;

le décret du 16 juin 1942 étendant à l'Algérie les pouvoirs des comités d'organisation métropolitains.

ART. 2. — Dans le même délai, il sera établi, pour chaque territoire relevant du Commandement en chef, suivant son statut législatif propre, une nouvelle organisation de l'activité économique qui conciliera les principes politiques en vigueur le 22 juin 1940 avec les nécessités de la conduite de la guerre.

ART. 3. — Le secrétaire général et les secrétaires du Commandement en chef, les gouverneurs généraux et les résidents généraux sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance.

ART. 4. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 15 mai 1943.

H. GIRAUD.

#### *Consignation des dettes*

##### *ORDONNANCE du 15 mai 1943.*

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Le conseil supérieur de législation entendu;

ORDONNE :

ARTICLE PREMIER. — Les personnes physiques ou morales résidant sur les territoires relevant du commandant en chef français, civil et militaire, qui, en raison de l'état de guerre, sont dans l'impossibilité de payer valablement les sommes dont elles sont débitrices, pourront consigner ces sommes, sans offres réelles préalables, chez les trésoriers généraux ou trésoriers-payeurs de ces territoires.

Ces consignations libèrent le débiteur et tiennent lieu à son égard de paiement si les conditions exigées par l'article 1258, nos 2 à 5, du code civil sont réunies.

ART. 2. — Indépendamment des causes de résolution résultant du droit commun ou des conventions, les contrats conclus avant le 8 novembre 1942 qui

comportent livraison de denrées ou d'autres produits de consommation courante peuvent être résolus, sur la demande de l'une des parties, par ordonnance rendue sur simple requête par le président du tribunal civil du domicile du requérant, si en raison de l'état de guerre les marchandises n'ont pu être délivrées ou retirées.

Si le prix ou partie du prix a été payé, l'ordonnance susvisée subordonnera le droit du requérant de disposer des marchandises à la consignation des sommes perçues à ce titre avec affectation spéciale au profit de l'acheteur.

ART. 3. — La présente ordonnance sera exécutée comme loi.

Alger, le 15 mai 1943.

H. GIRAUD.

#### Personnel juif

N° 387 Cab. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

9 juillet 1943. — Est promulguée dans le territoire du Togo, la décision du 5 mai 1943 concernant les conditions de réintégration des fonctionnaires et agents exclus de leur emploi du fait de leur qualité de juif.

LE GÉNÉRAL D'ARMÉE, COMMANDANT EN CHEF FRANÇAIS, CIVIL ET MILITAIRE,

Vu les déclaration et ordonnance du 14 mars 1943 relatives aux mesures prises à l'encontre des juifs;

Vu la décision du 5 mai 1943 concernant les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires relevés de leurs fonctions (loi du 17 juillet 1940);

Le président du conseil supérieur de législation entendu;

#### DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les prescriptions édictées par la décision de ce jour concernant les magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires relevés de leurs fonctions, sont applicables aux fonctionnaires ou agents exclus de leur emploi, du fait de leur qualité de juif. Toutefois, cette réintégration étant de droit, l'autorité dont relève l'intéressé transmettra immédiatement sa demande au président de la commission prévue à l'article 5 de la décision susvisée du 5 mai 1943.

ART. 2. — Les secrétaires à l'intérieur et aux finances, le major général, sont chargés de déterminer, chacun en ce qui le concerne, les modalités d'application de la présente décision.

Alger, le 5 mai 1943.

H. GIRAUD.

### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

#### Réquisitions militaires

ARRETE N° 2733 D. N. du 30 août 1939.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu la loi du 3 juillet 1877, relative aux réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 21 janvier 1935;

Vu le décret du 2 août 1877, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 3 juillet 1877 et modifié par les décrets des 23 novembre 1886 et 3 juin 1890;

Vu le décret du 30 août 1908, abrogeant le décret du 17 septembre 1893 et portant que les réquisitions militaires aux colonies seront réglementées par arrêtés du gouverneur général rendu en conseil supérieur du Gouvernement;

Vu l'arrêté 2317 du 12 octobre 1933;

Vu l'arrêté 1813 D. N. du 30 juillet 1936;

Vu l'arrêté 3757 D. N. du 15 novembre 1938 du gouverneur général appliquant en Afrique occidentale française les dispositions de la loi du 3 juillet 1877, lois subséquentes et du décret du 19 novembre 1935;

Vu le décret du 6 décembre 1938, abrogeant le décret du 19 novembre 1935 et rendant applicables aux colonies la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes, ainsi que les décrets portant règlement d'administration publique, pris en exécution de ces lois et y adaptant leurs dispositions;

Vu l'arrêté 385 A. P. du 3 février 1939, promulguant en Afrique occidentale française le décret du 6 décembre 1938;

#### ARRETE :

##### ARTICLE PREMIER. — *Ouverture du droit de réquisition.*

Le droit de requérir au titre de la loi de 1877 et des lois subséquentes est ouvert par le gouverneur général :

1° — En cas de rassemblement de troupes, par un arrêté fixant la date de l'ouverture de ce droit et la portion du territoire de la fédération sur laquelle l'exercice des réquisitions est autorisé.

2° — En cas de mobilisation partielle ou totale et dans tous les autres cas, par l'arrêté promulguant le décret de mobilisation ou le décret pris en conseil des ministres sur la proposition du ministre des colonies.

Cet arrêté fixe également la date de l'ouverture du droit de réquisition et, le cas échéant, la portion du territoire de la fédération sur laquelle l'exercice des réquisitions est autorisé.

Les actes du gouverneur général ouvrant le droit de réquisition sont publiés dans les communes de plein exercice, les communes-mixtes, les cercles et les subdivisions intéressées.

##### ART. 2. — *Exercice du droit de réquisition.*

Outre le gouverneur général, sont qualifiés pour exercer les réquisitions dans les conditions fixées à l'article premier :

1° — Le général commandant supérieur des troupes sur toute l'étendue du territoire délimité par l'arrêté du gouverneur général;

2° — Les gouverneurs, chefs de colonies, les commandants militaires, le commandant du point d'appui de Dakar, le gouverneur, administrateur de la circonscription de Dakar, dans la portion du territoire délimité par l'arrêté du gouverneur général et dans les limites de leur ressort;

3° — Le commandant de la marine en Afrique occidentale française dans les conditions prévues au titre VII de l'arrêté du 2 août 1877, sur toute l'étendue de son commandement définie comme suit :

Eaux territoriales, eaux intérieures jusqu'aux derniers ports fluviaux accessibles aux navires de haute mer (inclus) ;

Etablissements, ateliers, nécessaires à la réparation; à l'aménagement des bâtiments de guerre, aéronefs de l'armée de mer, bâtiments de la flotte auxiliaire, basés ou faisant escale dans les ports de la fédération.

L'exercice du droit de réquisition est également applicable aux bâtiments de la liste spéciale, immatriculée dans les ports de la fédération et à incorporer dans la flotte auxiliaire (éléments maritimes).

4° — Le commandant de l'air en Afrique occidentale française et éventuellement le commandant de la subdivision aérienne créée sur le territoire de la fédération par le décret du 19 novembre 1937 (promulgué par arrêté n° 3658 A. P. du 11-12-37) sur toute l'étendue de leur commandement comprise dans les limites fixées par l'arrêté du gouverneur général et définie comme suit :

Aéronefs, terrains, hangars, ateliers nécessaires aux appareils des formations de l'air, dans les conditions fixées d'autre part par les instructions particulières arrêtées d'accord entre les départements de l'air et des colonies.

Les autorités désignées ci-dessus peuvent déléguer le droit de réquisition :

- a) Aux fonctionnaires de l'intendance ou du Commissariat de la marine;
- b) Aux officiers commandants de détachements (ou de navires de guerre ou aéronefs militaires);
- c) Aux officiers, fonctionnaires, autorités visées dans les articles 65 à 73 du décret du 2 août 1877, et dans les conditions fixées par ces articles;
- d) La délégation du droit de requérir est encore autorisée dans les cas limitativement énumérés par la loi et rappelés ci-dessous :

*Dans tous les cas :*

1° — Par les autorités mentionnées à l'article 2 et par le gouverneur de la colonie (ou gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar), le commandant du point d'appui de Dakar, ou le commandant des troupes en opération (si une zone d'opérations est constituée par arrêté du gouverneur général);

2° — Par le gouverneur de la colonie (ou gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar) :

Aux autorités administratives subordonnées (commandants de cercles, de circonscriptions, administrateurs et ingénieurs des travaux publics ou des mines, chefs de sous-sections de la production, ou chefs du service du ravitaillement;

Pour la réquisition des établissements industriels et des marchandises déposées dans les entrepôts de douane, dans les magasins généraux ou en cours de transport par voie ferrée, prévue par les articles 58 et 59 de la loi du 3 juillet 1877, modifiée par les lois du 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, et dans les conditions fixées par ces articles, ainsi qu'aux titres XII et XIII du décret du 2 août 1877;

Pour la réquisition des hydrocarbures dans les conditions fixées par les instructions du gouverneur général.

*En outre, en cas de mobilisation seulement :*

1° — Par le général commandant supérieur des troupes et les commandants militaires, aux présidents des commissions de réception du service du ravitaillement instituées sur les territoires de leur ressort;

2° — Par les gouverneurs des colonies ou par l'autorité militaire, aux ingénieurs des travaux publics et mines pour les réquisitions visant les voies navigables

prévues à l'article 56 de la loi du 3 juillet 1877, modifiée par les lois des 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, et dans les conditions fixées d'autre part au titre X du décret du 2 août 1877, modifié par le décret du 13 novembre 1907.

Exceptionnellement, en temps de guerre, ou en cours d'opérations, tout commandant de troupe ou de détachement, opérant isolément, peut requérir, sous sa responsabilité personnelle, les prestations nécessaires aux besoins journaliers des hommes, des animaux et du matériel à sa disposition.

La réquisition ainsi faite devra toujours être soumise, dans le plus bref délai, à l'autorité hiérarchique ayant pouvoir de délégation du droit de réquisition.

Au cas où ni décision, ni arrêté n'aurait ouvert le droit de réquisition, un compte rendu télégraphique devrait être adressé au gouverneur général.

ART. 3. — *Forme de la réquisition.*

La réquisition est toujours faite par écrit et signée.

Elle doit être rédigée en termes aussi précis que possible et mentionner notamment l'objet de la réquisition, l'époque où elle commence, éventuellement le temps pendant lequel la prestation doit être fournie ou l'époque à laquelle se terminera l'exercice du droit de réquisition, enfin, s'il y a lieu, la portion du territoire qui y sera soumise.

Sauf les cas d'exception visés au dernier paragraphe de l'article 2 du présent arrêté, et ceux qui relèvent de l'article 67 du décret du 2 août 1877 (réquisitions de l'autorité maritime exercées sur des navires, bâtiments, engins flottants) les réquisitions sont inscrites sur des carnets à souches comportant récépissés à délivrer par les prestataires ou l'autorité administrative (suivant le cas).

Ces carnets sont remis aux officiers (ou fonctionnaires) chargés des opérations de réquisition, par les autorités ayant délégation du pouvoir de réquisition définie plus haut.

Le modèle de ces carnets figure en annexe au présent arrêté.

Lorsque l'officier (ou le fonctionnaire) exerçant la réquisition ne sera pas détenteur d'un carnet à souches, la réquisition sera néanmoins écrite et signée.

Elle sera établie en double exemplaire, dont l'un sera remis à l'autorité désignée ci-après (voir notifications) et l'autre adressé immédiatement, par la voie hiérarchique, à l'autorité ayant pouvoir de délégation du droit de réquisition.

Un reçu signé et daté sera, en outre, remis, suivant le cas, soit au prestataire, soit à l'autorité à qui a été faite la notification de la réquisition.

La notification des réquisitions est faite conformément aux dispositions rappelées ci-après de l'article 6 du décret du 6 décembre 1938 :

1° — Dans les centres érigés en commune, à l'autorité municipale, dans les formes prévues par la législation métropolitaine;

2° — Dans les chefs-lieux de cercles ou de subdivisions administratives, à l'administrateur commandant de cercle, à l'administrateur ou fonctionnaire, chef de subdivision;

3° — Partout où l'autorité administrative est seulement représentée par un indigène (chef de canton, chef de village, chef de fraction) à cet indigène;

Toutefois, dans ce dernier cas, les colons, industriels ou commerçants européens, reçoivent directement notification des réquisitions concernant leurs personnes ou leurs biens;

4° — Dans le cas de réquisition d'un établissement industriel, à l'exploitant de cet établissement ou à son représentant.

Si la réquisition est adressée à un particulier ou à une autorité indigène, l'autorité requérante adresse sans délai à l'autorité administrative européenne à laquelle ressortissent immédiatement les collectivités indigènes ou les particuliers requis, le double des réquisitions notifiées avec l'indication des prestations effectuées;

5° La notification des réquisitions opérées par l'autorité maritime ou ses délégués est effectuée, en ce qui concerne les bâtiments, embarcations et engins flottants marins, dans les conditions fixées à l'article 67 du décret du 2 août 1877 c'est-à-dire soit par le représentant de l'autorité maritime, soit par son entremise, au capitaine, maître ou patron, à celui qui le remplace, ou, à défaut, à l'armateur.

#### ART. 4. — Matière sujette à réquisitions.

##### a) DES PERSONNES :

Par personnes sujettes à réquisition, il faut entendre soit des collectivités, soit des particuliers.

Les collectivités susceptibles d'être requises, désignées à l'article 5 du décret du 6 décembre 1938, sont :

- Les communes;
- Les cercles et subdivisions administratifs;
- Les cantons;
- Les tribus;
- Les villages.

Les particuliers qui peuvent être soumis à réquisition sont : les citoyens, sujets et protégés français et les étrangers non exemptés par des conventions diplomatiques ou par des clauses particulières définies plus loin.

Le personnel féminin des mines, établissements industriels ou des services publics ou privés, requis au titre de la loi du 3 juillet 1877, lois subséquentes et décrets d'application de ces lois, peut être également astreint à la fourniture des prestations nécessaires à la marche de ces établissements ou services et dans les conditions prévues en particulier à l'article 60 de la loi du 3 juillet 1877 et à l'article 132 du décret du 2 août 1877.

\* \* \*

##### b) DES PRESTATIONS (NATURE, LIMITES) :

Le droit de requérir s'étend à toutes les prestations prévues à l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877.

Il est soumis aux restrictions figurant d'une part aux deux derniers alinéas de cet article, d'autre part aux articles 6 et 40 de la même loi, complété par les dispositions de l'article 13 du décret du 6 décembre 1938. Enfin, aux articles 12, 19, 21, 23, 38, 61, 65, 75, 78, 132 du décret du 2 août 1877, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 3 juillet 1877.

Ces restrictions sont résumées ci-dessous :

Hors le cas de mobilisation, il ne pourra être fait réquisition que des prestations suivantes :

1° — Le logement chez l'habitant et le cantonnement, pour les hommes et pour les chevaux, mulets et bestiaux, dans les locaux disponibles, ainsi que les bâtiments, terrains, plans d'eau nécessaires, pour le personnel et le matériel des services de toute nature qui dépendent de l'armée.

Sont exemptés de la fourniture en nature du logement ou du cantonnement :

Les officiers ou fonctionnaires militaires logés par l'armée ou l'administration dans leur garnison ou résidence (sauf pour les pièces excédant le nombre réglementairement affecté à leur grade et à leur emploi dans les bâtiments de l'Etat et sous la condition que ces pièces puissent être complètement séparées des locaux d'habitation).

Les détenteurs de caisses publiques déposées à leur domicile, les veuves et filles vivant seules, les communautés religieuses de femmes ne sont également tenues de fournir le logement ou le cantonnement en nature que dans les dépendances de leur domicile complètement séparées des locaux d'habitation.

2° — La nourriture journalière des officiers, sous-officiers et hommes de troupe, logés chez l'habitant, conformément à l'usage du pays.

Il ne peut être exigé une nourriture supérieure à l'ordinaire de l'individu requis.

Ne peuvent, en outre, être considérés comme prestations disponibles ou comme fournitures susceptibles d'être réquisitionnées :

Les vivres destinés à l'alimentation d'une famille et ne dépassant pas sa consommation pendant trois jours;

Les grains ou autres denrées alimentaires qui se trouvent dans un établissement agricole, industriel ou autre et ne dépassant pas la consommation de huit jours (doivent être rangés dans les établissements bénéficiant de ces dispositions, les greniers de prévoyance, les dépôts administratifs constitués pour les besoins du ravitaillement de la population civile en temps de guerre).

3° — Les vivres et le chauffage de l'armée, les fourrages pour les chevaux, mulets et bestiaux, la paille, de couchage pour les troupes campées ou cantonnées (n'étant pas considérés comme disponibles) :

Les fourrages qui se trouvent chez un cultivateur et ne dépassant pas la consommation de ses bestiaux pendant quinze jours;

Les combustibles et matières grasses du service des chemins de fer, sauf si la réquisition est destinée au fonctionnement du service des chemins de fer de campagne;

Les combustibles et approvisionnements nécessaires à un navire, non réquisitionné lui-même, pour atteindre son port de destination.

4° — Les moyens d'attelage, les aéronefs et moyens de transport de toute nature, y compris le personnel et les matières nécessaires à leur fonctionnement (n'étant pas compris comme disponibles, outre les véhicules faisant l'objet de réserves dans les arrêtés relatifs à la réquisition des véhicules automobiles et des aéronefs, les animaux d'attelage ou de selle (chevaux, mulets, ânes, méharas) et voitures à traction animale, des catégories suivantes :

Animaux et voitures dont les fonctionnaires sont tenus d'être pourvus pour leur service;

Etalons approuvés ou autorisés pour la reproduction;

Femelles en état de gestation constatée, ou suivée d'un petit, ou notoirement reconnues comme consacrées à la reproduction;

Chevaux, juments n'ayant pas atteint l'âge de cinq ans, mulets et mules, ânes et ânesses n'ayant pas atteint l'âge de trois ans, chameaux et chamelles n'ayant pas atteint l'âge de quatre ans au 31 décembre de l'année qui précède la réquisition;

Animaux de trait et de selle et voitures de l'administration des postes ou ceux qu'elle entretient pour son service par des contrats particuliers;

Animaux de trait et de selle et voitures indispensables pour assurer le service des administrations publiques et ceux affectés au transport de matériel nécessaire par l'exploitation des chemins de fer. (Ces derniers peuvent toutefois être requis au même titre que les voies ferrées elles-mêmes, conformément aux dispositions de l'article 29 de la loi du 3 juillet 1877);

Animaux de trait et de selle et voitures appartenant aux agents non français du service diplomatique accrédités en Afrique occidentale française;

Animaux de trait et de selle et voitures appartenant aux nationaux des pays ci-après désignés qui ont signé des conventions diplomatiques, sous réserve que ces pays n'appartiennent pas en période d'hostilité à un parti ennemi :

Allemagne, République Argentine, Brésil, Chili, République Dominicaine, Equateur, Espagne, Grande-Bretagne, Haïti, Honduras, Mexique, Russie, Suisse.

5° — Les bateaux ou embarcations qui se trouvent sur les fleuves, rivières, lacs et canaux;

6° — Les moulins et les fours.

\* \*

Hors le cas de mobilisation ou de rassemblement des troupes résultant de l'application des dispositions de l'article 40 (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> alinéas) et de l'article 49 (dernier alinéa) de la loi du 31 mars 1928 relative au recrutement de l'armée, les moyens d'attelage, les aéronefs, les moyens de transport de toute nature, les bateaux et les embarcations visés aux paragraphes 4 et 5 ci-dessus ne pourront, en outre, être requis, chaque fois, que pour une durée maximum de vingt-quatre heures.

\* \*

En cas de mobilisation totale ou partielle, ou encore si le droit de réquisition est ouvert par arrêté du gouverneur général promulguant un décret pris en fonction des circonstances les restrictions concernant la limitation des réquisitions aux seules prestations énumérées aux paragraphes 1<sup>er</sup>, 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup>, disparaissent, ainsi que la clause réduisant à vingt-quatre heures, chaque fois, les délais des réquisitions frappant les moyens d'attelage et de transport visés ci-dessus.

Toutefois, les exemptions et indisponibilités définies pour chacun de ces paragraphes subsistent dans tous les cas où peut s'exercer le droit de réquisition.

\* \*

Quelle que soit l'éventualité qui fait décider l'ouverture du droit de réquisition, l'exercice de ce droit est encore limité sur les points suivants :

1° — Les réquisitions relatives à l'emploi d'établissements industriels pour la fourniture de produits autres que ceux qui résultent de leur fabrication normale, ne pourront être exercées que sur ordre du gouverneur général, du général commandant supérieur des troupes, ou du commandant des troupes en opérations, dans la zone d'opérations délimitée par arrêté pris par le gouverneur général sur proposition du général commandant supérieur des troupes.

2° — Dans les eaux maritimes, la réquisition d'équipages et d'états-majors de navires étrangers ou citoyens, sujets, protégés français non mobilisés, ne peut avoir pour effet d'armer un bâtiment de la flotte auxiliaire.

La réquisition des équipages étrangers (ainsi que celle des navires étrangers) ne peut s'exercer en outre que dans la limite des eaux territoriales et à l'égard de nationaux de pays non exemptés en vertu de conventions diplomatiques particulières.

3° — La réquisition des locaux et des habitants d'une commune, d'un cercle, d'une subdivision administrative, d'un canton, d'un village ou la réquisition d'une tribu ou d'une fraction pour des soins à donner aux malades, blessés, ne peut s'étendre au traitement des contagieux et ces derniers doivent être séparés dans des cantonnements indépendants des locaux où campements occupés par la population.

4° — La réquisition des indigènes comme « porteurs » ne peut s'exercer enfin que sous la garantie des prescriptions de l'article 4 de l'arrêté 3201 A. P. du 28 septembre 1938, savoir : Interdiction d'employer comme porteurs des indigènes physiquement inaptes, soit en raison de leur âge, soit en raison de leur état de santé.

L'état physique doit être constaté par un examen médical préalable, toutes les fois que cet examen sera possible. Dans les cas où il ne sera pas possible, la personne employant cette main-d'œuvre devra s'assurer, sous sa responsabilité, que les indigènes requis ont l'aptitude nécessaire et ne souffrent pas d'une affection contagieuse.

Les clauses de l'article 4 de l'arrêté précité, concernant l'âge minimum 18 ans et l'âge maximum 45 ans, ne sont pas d'obligation légale en ce qui concerne les réquisitions opérées au titre de la loi de 1877, mais elles doivent être suivies dans toute la mesure compatible avec l'exécution des missions dévolues en vertu de cette loi.

#### ART. 5. — Exécution des réquisitions.

##### a) RÉPARTITION DES CHARGES :

La répartition des charges est faite dans les communes de plein exercice par la municipalité, et dans les autres localités ou campements par les administrateurs-maires, les fonctionnaires ou militaires, commandants de cercle, de subdivisions administratives, chefs de postes administratifs, les chefs de cantons ou de villages, les chefs de tribus.

Sauf le cas de force majeure ou d'extrême urgence, l'autorité administrative requise, répartit les prestations exigées avec l'assistance de deux habitants de la localité, dont un indigène au moins, désignés par elle (article 8 du décret du 6 décembre 1938).

La répartition des charges par les autorités ci-dessus désignées ne peut faire état des objets et matières visés aux articles 8 (dernier alinéa), 34, de la loi du 3 juillet 1877, savoir : logements et matériels

indispensables aux propriétaires fournissant les prestations — matériel, matières, appartenant au service des chemins de fer (et services annexes rattachés aux réseaux) et destinés à l'exploitation.

La répartition des charges par ces autorités ne pourra non plus s'étendre aux dépôts de matériels, de combustibles solides ou liquides, constitués, soit dans les établissements publics, soit dans les établissements privés, pour les besoins de l'armée, de la marine ou de l'aéronautique militaire, ou pour des organes de défense nationale dépassant l'échelon fédération (direction générale des transports maritimes, direction générale des transports aériens). Ces derniers dépôts feront l'objet d'instructions particulières prises par le gouverneur général d'accord avec les autorités maritimes, aériennes intéressées ou avec le général commandant supérieur des troupes.

Enfin, si des réquisitions urgentes devaient être opérées, sur les stocks des services de défense nationale, un compte rendu télégraphique devrait être adressé par l'autorité requise ou le prestataire à l'autorité hiérarchique ayant pouvoir de délégation, laquelle aviserait par les moyens les plus rapides le gouverneur de la colonie sur le territoire de laquelle seraient opérées ces réquisitions.

#### b) LOGEMENT ET CANTONNEMENT.

Le recensement des logements, écuries, locaux divers appartenant aux particuliers, à la commune ou à la colonie et qui pourraient être mis à la disposition de l'autorité militaire pour le logement ou le cantonnement des troupes ou pour l'installation de magasins est effectué par les autorités désignées au premier alinéa du paragraphe (a) précédent.

Ce recensement fait l'objet d'états mis à jour tous les trois ans au moins et plus fréquemment si les conditions d'habitats particulières à la colonie l'exigent.

Ces états sont centralisés par le gouverneur de la colonie qui en adresse un exemplaire au commandant militaire.

Celui-ci peut en faire vérifier l'exactitude par l'envoi d'officiers en mission dans les conditions fixées à l'article 24 du décret du 2 août 1877.

Dans les colonies où les constructions ne présentent pas un caractère stable, l'état des localités sujettes à recensements en ce qui concerne le logement et le cantonnement peut être réduite à une liste arrêtée d'accord entre le gouverneur et le commandant militaire.

Les avis d'arrivées de troupes à loger ou à cantonner sont donnés par les autorités militaires aux autorités civiles qualifiées par les dispositions précédentes pour procéder aux recensements.

Les obligations mentionnées aux articles 12, 13, 16 de la loi du 3 juillet 1877 sont applicables en Afrique occidentale française, compte tenu des restrictions énoncées plus haut; le droit à l'éclairage artificiel s'exerce par l'usage du procédé normalement utilisé par l'habitant.

\* \* \*

Les indemnités à accorder, le cas échéant, pour le logement ou le cantonnement sont les mêmes en Afrique occidentale française que dans la métropole (article 10 du décret du 6 décembre 1938).

Les tarifs fixés par l'article 33 du décret du 2 août 1877 sont, en conséquence, applicables.

Ils sont reproduits ci-dessous :

#### Logement :

Par lit d'officier et par nuit	1,—
Par lit de sous-officier ou soldat et par nuit	0,20
Par place de cheval ou mulet et par nuit	0,05
	(plus le fumier)

#### Cantonnement :

Par homme et par nuit	0,05
Par animal de trait ou de selle	le fumier

\* \* \*

Les règles de répartition par quartier des unités logées ou cantonnées fixées à l'article 2 de la loi du 3 juillet 1877 sont également applicables en Afrique occidentale française.

\* \* \*

L'attribution des indemnités pour le logement ou cantonnement de troupes est soumise en Afrique occidentale française aux restrictions qui font l'objet des articles 31 et 32 du décret du 2 août 1877. Savoir :

Dans tous les cas où il y a lieu à indemnité pour le logement et le cantonnement des militaires, cette indemnité n'est due qu'autant que le nombre de lits ou places occupées dans le courant d'un même mois excède le triple du nombre des lits ou places portées sur les tableaux de recensement approuvés par le gouverneur de la colonie et le commandant militaire.

L'excédent seul ouvre droit à indemnité.

Le maire ou l'autorité civile requise justifie toute demande d'indemnité au moyen d'un état récapitulatif appuyé d'un état d'effectif fourni par le commandant de l'unité logée ou cantonnée le dernier jour de chaque mois ainsi que le jour où la troupe quitte la localité, dans les conditions fixées à l'article 30 du décret du 2 août 1877.

Dans le cas où la somme demandée excéderait celle qui est due d'après le principe énoncé plus haut, l'autorité civile requise indiquerait les motifs de la différence.

#### c) GUIDES, CONDUCTEURS, PORTEURS, PRESTATIONS FOURNIES SOUS FORME DE TRAVAUX.

Les prescriptions figurant à l'article 19 du décret du 2 août 1877 sont applicables en Afrique occidentale française aux guides, conducteurs, porteurs requis au titre de la loi du 3 juillet 1877.

La nourriture due aux prestataires et aux animaux requis est calculée sur les taux de la ration de campagne définis au lieu et à la date où s'opère la réquisition par les arrêtés généraux.

Les taux pour soldat européen sont applicables aux citoyens français jouissant du statut métropolitain et aux étrangers européens ou considérés comme tels.

Les taux pour soldat originaire sont applicables aux citoyens français relevant de ce statut, ainsi qu'aux protégés français de l'Afrique du Nord et du Levant.

Les taux pour tirailleur sont applicables aux sujets français, ainsi qu'aux protégés français et aux étrangers ne rentrant pas dans les deux catégories ci-dessus.

Les dispositions des articles 15, 16, 17, 18, 20 du décret du 2 août 1877 concernant la certification des prestations effectuées et, le cas échéant, des dommages causés par l'exécution de ces prestations sont également applicables en Afrique occidentale française.

L'estimation des indemnités à accorder et la procédure de recours sont traitées à l'article ci-après.

#### ART. 6. — *Règlement des indemnités*

L'évaluation des indemnités à régler fait l'objet d'une procédure à deux degrés :

a) Par des commissions siégeant au chef-lieu de chaque colonie du groupe et dans la circonscription de Dakar.

Ces commissions comportant trois membres (deux civils et un militaire) désignés par le gouverneur de la colonie (à Dakar, par le gouverneur, administrateur de la circonscription) sur proposition du commandant militaire, en ce qui concerne le membre militaire.

b) Par une commission centrale d'évaluation siégeant à Dakar, composée de cinq membres (trois civils et deux militaires) dont la désignation est prononcée par arrêté du gouverneur général sur proposition du général commandant supérieur en ce qui concerne les membres militaires, sur proposition du directeur des services économiques, du directeur des finances, de l'inspecteur général des travaux publics en ce qui concerne les membres civils.

Ces commissions sont constituées dès le temps de paix; elles peuvent être convoquées par le gouverneur général, ou par les gouverneurs des colonies, pour les commissions locales, lorsqu'ils le jugeront nécessaire.

La commission centrale est chargée de régler les rapports entre les commissions locales, d'étudier et de proposer les mesures de nature à assurer l'uniformité et la régularisation des liquidations, d'élaborer les projets d'avis à remettre touchant les difficultés contentieuses, recours en appel, etc....

Les commissions locales d'évaluation ont les pouvoirs fixés par le titre V de la loi du 3 juillet 1877.

Elles établissent les tarifs pour les objets susceptibles d'être réquisitionnés, reçoivent des maires, administrateurs-maires ou des administrateurs commandants de cercle, de subdivisions, de postes administratifs, les états collectifs des fournitures et services exécutés par voie de réquisition, états appuyés des ordres et reçus de réquisition, certificats d'exécution des services requis et s'il y a lieu, procès-verbaux de dégâts ou d'estimation établis conformément à la loi ou aux dispositions du décret du 2 août 1877 avec indication des prix demandés.

Elles examinent ces états, émettent leur avis sur le prix de chaque prestation et, le cas échéant, sur les différences qui auraient pu apparaître entre les quantités réclamées et celles mentionnées sur les reçus.

Elles transmettent toutes les pièces à l'intendant militaire chargé de fixer l'indemnité.

Les divers délais prévus par les articles 25, 26 de la loi du 3 juillet 1877 et par les articles 28, 29, 51, 53, du décret du 2 août 1877 sont maintenus pour les indemnités des prestataires demeurant dans les communes de plein exercice, les communes-mixtes, les chefs-lieux des colonies et les localités desservies par voie ferrée.

Dans les autres lieux de résidence des indemnitaires, ces délais sont déterminés par le temps reconnu nécessaire pour faire parvenir une réponse par voie postale, sans cependant que ce délai puisse excéder quatre mois.

Les tarifs des indemnités à payer pour les journées de personnel et d'animaux et pour les moyens de transport requis pourront être fixés dès le temps de paix.

Ceux qui seront appliqués dans le cas d'achat ou de perte soit du matériel, soit d'animaux requis, pourront être basés, s'il y a lieu, comme élément d'appréciation sur la dernière mercuriale établie avant l'arrêté du gouverneur général ouvrant le droit de réquisition ou, à défaut, sur les données ayant servi à établir l'impôt (par exemple la valeur des animaux au pâturage pour les nomades et les pasteurs).

Les dommages, détériorations, dépréciations subis par le matériel, les animaux, etc... requis, seront estimés au moment de la remise au propriétaire par une commission nommée par le gouverneur, et composée d'un fonctionnaire, civil autant que possible, et de deux officiers désignés par le commandant territorial.

Les indemnités seront mandatées par les soins de l'ordonnateur du budget intéressé.

Cet ordonnateur mandatera ou fera payer sur les caisses des receveurs municipaux, des gérants de caisses de fonds d'avance, des receveurs régionaux ou des agents spéciaux, la somme revenant à chaque indemnitaire.

En ce qui concerne les indigènes, le paiement des indemnités dues pour les journées de personnel, d'animaux, et, en général, pour toutes les prestations fournies, sera, autant que possible, effectué séance tenante et suivant les règles de la comptabilité du budget intéressé.

Si ces sommes ne pouvaient être remises aux ayants droit pour toute autre cause que l'abandon de poste par l'intéressé, le règlement en serait opéré comme il a été indiqué à l'alinéa précédent.

Les incapacités de travail temporaires ou définitives, totales ou partielles, les décès de prestataires survenus du fait de l'exécution d'une réquisition, feront l'objet d'un rapport de l'autorité qui aura ordonné la réquisition.

Ce rapport, accompagné d'un certificat médical, fera ressortir nettement la nature et le degré de l'affection ou la cause du décès, ainsi que l'imputabilité au service requis.

Ce dossier sera, après avis de l'intendant local, transmis par la voie hiérarchique et par l'intermédiaire du gouverneur au gouverneur général qui en saisira le ministre à toutes fins utiles.

#### ART. 7. — *Réquisitions relatives aux chemins de fer.*

Les réseaux de chemin de fer existant sur le territoire de la fédération dépendent tous de l'autorité administrative.

Les réquisitions n'ont donc pas à être opérées en principe et une simple décision du gouverneur général ou des gouverneurs locaux permet normalement de donner satisfaction aux desiderata formulés par l'autorité militaire. Celle-ci jouit de la priorité, en cas de mobilisation, pour la satisfaction de ses besoins en transports ferroviaires sur toute l'étendue des réseaux et bénéficie de l'exclusivité pour lesdits transports dans la zone d'opérations, si celle-ci est créée par arrêté du gouverneur général.

Si, toutefois, les chemins de fer de l'Afrique occidentale française présentaient en certaines circonstances des défaillances susceptibles d'entraver la bonne

exécution de leurs missions, des prestations pourraient être requises pour le bon fonctionnement de ces réseaux au titre de l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877.

En temps de guerre les transports exécutés à l'extérieur de la zone d'opérations sont ordonnés par la direction générale des transports de l'Afrique occidentale française, sous le contrôle du général commandant supérieur des troupes jusqu'à la base d'opération.

Les transports effectués à l'intérieur de la zone d'opération sont ordonnés par le commandant des troupes en opérations. Ils sont exécutés en principe par des agents des réseaux mobilisés au titre d'une formation militaire de chemin de fer ou affectés spéciaux et mobilisés sur place dans leur emploi du temps de paix.

Les dépendances des gares et de la voie ne peuvent être réquisitionnées en dehors de la zone d'opérations que par le général commandant supérieur des troupes sur l'avis de la direction générale des transports, dans la zone d'opérations elles peuvent être réquisitionnées par le commandant des troupes en opération, sur avis du chef du service local des transports ferroviaires de la colonie intéressée.

En cas de réquisition totale, le prix des transports militaires effectués en deça de la base d'opérations est payé conformément aux stipulations du cahier des charges; s'il n'existe aucune stipulation à ce sujet, le prix est fixé à la moitié du tarif normal. La réquisition totale donne au général commandant supérieur des troupes le droit d'utiliser les dépendances des gares et de la voie, les fils télégraphiques des réseaux ainsi que leurs postes radioélectriques, sans que cet emploi puisse donner lieu à aucune indemnité.

Au delà de la base d'opérations, il n'est dû aux réseaux pour les transports effectués dans la zone d'opérations, que le taux de péage fixé conformément au cahier des charges qui régit chacun d'eux.

Le matériel affecté au service des unités militaires de chemin de fer sera préalablement inventorié. L'estimation portée à l'inventaire servira de base au décompte des sommes à imputer aux budgets intéressés en cas de perte, de destruction ou d'avarie.

Les dispositions de l'article 64 du décret du 2 août 1877 sont applicables en Afrique occidentale française pour l'établissement du prix de cession des combustibles des réseaux de la fédération réquisitionnée par l'autorité militaire.

#### ART. 8. — *Réquisitions de l'autorité maritime et aérienne.*

Les réquisitions de l'autorité maritime sont opérées conformément aux dispositions des articles 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, du décret du 2 août 1877. La commission mixte d'évaluation prévue à l'article 71 dudit décret est la même, en Afrique occidentale française, que celle qui est chargée de l'évaluation des indemnités à l'échelon colonie.

Il peut toutefois être adjoint à celle-ci, sur proposition du commandant de la marine en Afrique occidentale française ou de l'autorité requise, des experts militaires ou civils qui ont voix consultative.

Les réquisitions au bénéfice de l'air ont été traitées à l'article premier. Jusqu'à réception des accords à intervenir à ce sujet entre les départements de l'air et des colonies, le personnel, les appareils et le matériel aéronautiques ne pourront, sauf cas de force

majeure, être soumis à des prestations les détournant de leur mission ou usage normaux que s'ils appartiennent à des lignes, clubs, sociétés dont le siège et l'infrastructure se trouvent entièrement situés sur le territoire de la fédération.

#### ART. 9. — *Réquisitions relatives aux chevaux, mulets et voitures nécessaires à la mobilisation.*

Les prescriptions des articles 36 à 53 inclus de la loi du 3 juillet 1877 sont applicables aux colonies de l'Afrique occidentale française, compte tenu des limitations et restrictions définies plus haut.

##### *Recensement :*

Les opérations préliminaires du recensement ont lieu dans les différentes colonies aux dates prescrites par le gouverneur général sur proposition du général commandant supérieur des troupes.

Il appartient aux gouverneurs (et au gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar) de donner en temps utile toutes indications :

a) Aux maires, administrateurs-maires pour que les propriétaires d'animaux et de véhicules hippomobiles fassent, avant la date prescrite, les déclarations prévues;

b) Aux administrateurs de cercles, de subdivisions pour que ceux-ci soient en mesure de fournir les états de recensement à cette même date sur les données indiquées ci-après.

##### *Classement :*

Le classement des animaux et véhicules hippomobiles est effectué identiquement pour les communes de plein exercice et les communes mixtes par des commissions de classement dont la composition est donnée par l'article 38 de la loi du 3 juillet 1877.

Ces commissions, nommées par arrêté du gouverneur, sur proposition du commandant militaire, pour le membre militaire, classent les animaux de trait, de selle ou de bât susceptibles d'être requis pour les besoins de l'armée, en plusieurs catégories indiquées par l'arrêté 2317 du 12 octobre 1933.

Pour les territoires autres que les communes, il est tenu compte des renseignements pris par les administrateurs au cours des recensements effectués pour la détermination de l'impôt.

Ces fonctionnaires s'efforcent, au cours de ces recensements, d'effectuer un classement sommaire, en catégories correspondant, dans la mesure du possible, à celles ayant fait l'objet de l'arrêté précité.

Pour le classement des véhicules hippomobiles, il suffit d'indiquer la capacité intérieure, la charge maxima, le nombre de roues de chaque voiture, le nombre de chevaux nécessaires pour l'atteler et de procéder à un classement sommaire.

Les résultats du recensement et du classement sont adressés par les gouverneurs aux commandants militaires, sous la forme prévue par la circulaire 468 D. N. du 28 juillet 1933.

##### *Réquisition :*

Dès réception de l'ordre de mobilisation, les propriétaires sont tenus de présenter les animaux et véhicules requis, aux jours et heures fixés dès le temps de paix pour chaque commune ou circonscription, aux commissions mixtes de réquisition fonctionnant aux points désignés par l'autorité administrative sur demande de l'autorité militaire.

Les animaux non attelés sont présentés isolément et sont munis des moyens d'attache d'usage courant dans le pays. Hors le cas de réquisition, les modalités de réquisition des animaux et équipages hippomobiles restent les mêmes que celles indiquées ci-dessus. Toutefois, la durée des prestations est, s'il y a lieu, réduite dans les limites prévues par les clauses des deux derniers alinéas de l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877, déjà mentionnées plus haut.

Les prix des chevaux par catégorie sont fixés par arrêté du gouverneur général (arrêté 2317 du 12 octobre 1933). Ils peuvent être révisés tous les cinq ans.

Les pénalités prévues aux articles 21, 51, de la loi du 3 juillet 1877 sont applicables dans les colonies de l'Afrique occidentale française aux citoyens, sujets et protégés français et aux étrangers non exemptés des prestations qui ne défèreraient pas aux ordres de réquisition.

Celles prévues à l'article 22 de la même loi sont également applicables sur le territoire de la fédération aux personnes qui se rendraient coupables d'abus de pouvoir en matière de réquisition.

Les contrevenants aux dispositions de la loi susvisée, des lois subséquentes et décrets d'application, sont traduits conformément à l'article 13 du décret du 6 décembre 1938, en temps de paix, devant les juridictions dont ils relèvent et en temps de guerre par les tribunaux militaires.

#### ART. 10. — *Réquisition des véhicules automobiles*

La réquisition des véhicules automobiles en Afrique occidentale française reste soumise aux dispositions de l'arrêté n° 1813 D. N. en date du 30 juillet 1936, visant les modalités d'application de l'article 3 du décret du 5 décembre 1935.

#### ART. 11. — *Dispositions spéciales aux grandes manœuvres et aux exercices de tir.*

Les dégâts causés par le passage des troupes et les exercices de tir sont constatés par une commission d'évaluation composée d'un fonctionnaire de l'intendance militaire des troupes coloniales, d'un officier appartenant à la direction d'artillerie (désignés l'un et l'autre par le général commandant supérieur des troupes, ou par délégation de cette autorité, par les généraux commandants de subdivisions militaires), d'un administrateur et d'un notable désignés par le gouverneur de la colonie.

Le règlement des indemnités arrêtées et acceptées dans le cadre des dispositions des articles 54 et 55 de la loi du 3 juillet 1877 s'effectue sur état dressé par la commission et payable sur la caisse la plus proche, avec apurement ultérieur au compte du service de l'intendance.

#### ART. 12. — *Réquisitions relatives aux voies navigables.*

En cas de mobilisation, la réquisition partielle ou totale des moyens de transports fluviaux peut être opérée pour les besoins de l'armée par arrêté du gouverneur général.

L'autorité militaire satisfait ses besoins par l'intermédiaire, soit de la direction générale des transports (sous-direction des transports fluviaux), soit du service local des transports, si ces transports n'intéressent qu'une colonie.

L'exploitation reste en principe entre les mains du personnel spécialisé et est dirigée par les organes précités.

La réquisition totale, qu'il s'agisse du réseau fluvial tout entier ou seulement d'une partie de celui-ci, implique l'usage corollaire pour les besoins de l'autorité militaire de toutes les dépendances de la voie (quais, immeubles, matériels de transmissions) sans que cet emploi puisse donner lieu au paiement d'indemnités particulières.

Les prix de transport et les indemnités éventuelles de dédommagement, en cas de perte ou de dégradations sont évalués et réglés par l'intermédiaire des commissions prévues à l'article 6 du présent arrêté.

Si la réquisition partielle ne s'étend qu'à l'obligation faite au réseau d'exécuter des transports pour les besoins de l'armée, ces transports sont payés au tarif en vigueur (sauf en ce qui concerne les transports exécutés par des services prolongeant les réseaux ferrés et faisant partie intégrante de l'administration du chemin de fer. Ces transports sont alors réglés conformément aux dispositions prévues plus haut à l'article 7).

En dehors des cas de mobilisation ou de tension extérieure donnant lieu à des ordres particuliers du ministre, la réquisition des moyens de transports fluviaux peut également être opérée par arrêté du gouverneur général sur proposition du général commandant supérieur des troupes et éventuellement du commandant de la marine (pour les parties des réseaux fluviaux relevant de cette dernière autorité).

Ces réquisitions sont exercées directement par les autorités militaires intéressées dans les conditions générales fixées aux articles 5 (dernier alinéa) et 6 du présent arrêté.

Elles sont soumises aux clauses restrictives insérées aux deux derniers alinéas de l'article 5 de la loi du 3 juillet 1877 rappelés plus haut.

Les transports commerciaux et toute circulation peuvent être arrêtés de plein droit dans la limite de zone d'opérations par le commandant des troupes en opération; cette suppression ne donne lieu à aucune indemnité.

#### ART. 13. — *Réquisitions relatives aux mines et combustibles.*

Ces réquisitions sont exercées dans les conditions générales régissant le régime des prestations rappelées à l'antépénultième alinéa de l'article précédent.

#### ART. 14. — *Réquisitions relatives aux établissements.*

Les dispositions de l'article 58 de la loi du 3 juillet 1877 et du titre XII du décret du 2 août 1877, sont applicables en Afrique occidentale française suivant les modalités rappelées ci-dessous.

L'exploitation directe d'un établissement industriel peut, dans la zone des opérations, être ordonnée par le commandant des troupes en opérations; dans les autres parties du territoire elle ne peut être autorisée que par un arrêté du gouverneur général pris sur proposition du général commandant supérieur des troupes, du commandant de la marine ou du commandant de l'air.

La réquisition des hydrocarbures fait l'objet, d'autre part, d'arrêtés et d'instructions particulières visant le régime de conservation, le recensement, la cession,

le transport et l'utilisation des combustibles liquides et huiles de graissage pour moteurs dans les différentes éventualités susceptibles de provoquer l'établissement du régime des prestations au bénéfice des autorités militaires.

ART. 15. — *Réquisitions des marchandises déposées dans les entrepôts de douanes, magasins généraux, ou en cours de transport par voie ferrée.*

*Réquisition du matériel des services locaux.*

Ces réquisitions sont opérées, dans la zone des opérations, sur l'ordre du commandant des troupes en opérations.

Dans les autres parties du territoire, elles ne peuvent être effectuées que sur arrêté du gouverneur général pris sur proposition du général commandant supérieur des troupes, du commandant de la marine ou du commandant de l'air.

ART. 16. — *Dispositions générales.*

Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent arrêté, et, en particulier, l'arrêté n° 3757 du gouverneur général en date du 15 novembre 1938.

ART. 17. — Le gouverneur des colonies, secrétaire général du Gouvernement général, le général commandant supérieur des troupes, le commandant de la marine, le commandant de l'air, les gouverneurs des colonies, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française.

Dakar, le 30 août 1939.

LÉON CAYLA.

## MODÈLES

### Modèle de carnet à souche d'ordre de réquisition

(page de garde).

#### CARNET A SOUCHE D'ORDRES DE RÉQUISITION

N° ..... au N° .....

délivré à M. ....

qui exerce le droit de réquisition par délégation de M. ....

A Dakar, le .....

#### Feuilles.

##### Ordre de réquisition

N° .....

Nom du fournisseur. ....

Objet de la réquisition. ....

A ..... le ..... 19 .....

Le: .....

##### Récépissé de l'ordre de réquisition

N° .....

M. ....  
déclare avoir reçu de M. ....

..... agissant en vertu de

la loi sur les réquisitions militaires,

d'avoir à livrer à. ....

..... le. ....

la prestation ci-dessous désignée :

A ..... le ..... 19 .....

Le: .....

##### Ordre de réquisition

N° .....

Vu la loi du 3 juillet 1877, le décret  
du 6 décembre 1938, par délégation du

Le. ....

requiert M. ....

d'avoir à délivrer à. ....

le ..... à. ....

savoir :

A ..... le ..... 19 .....

Le: .....

ARRETE N° 3197 D. N. du 17 octobre 1939.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 30 mars 1925;

Vu le décret du 2 janvier 1920, fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en Afrique occidentale française;

Vu la loi du 3 juillet 1877, décrets et lois subséquents sur les réquisitions militaires;

Vu le décret du 2 août 1877, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi susvisée;

Vu le décret du 6 décembre 1938, portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies de la loi du 3 juillet 1877;

Vu la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre;

Vu le décret du 28 novembre 1938, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi susvisée;

Vu le décret du 2 septembre 1939, portant règlement d'administration publique pour l'exploitation des ressources dans les territoires d'outre-mer dépendant du ministère des colonies;

Vu l'arrêté n° 2733 D. N. du 30 août 1939, relatif à l'application en Afrique occidentale française de la loi du 3 juillet 1877 et lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième alinéa du paragraphe b) de l'article 5 de l'arrêté n° 2733 D. N. du 30 août 1939, est abrogé et remplacé par le suivant :

Les indemnités à accorder, le cas échéant, pour le logement ou le cantonnement sont les mêmes en Afrique occidentale française que dans la métropole (article 10 du décret du 6 décembre 1938).

Les tarifs fixés par l'article 33 du décret du 2 août 1877, modifié par le décret du 27 août 1931 sont, en conséquence, applicables.

Ils sont reproduits ci-dessous :

*Logement :*

Par lit d'officier et par nuit . . . . .	3,—
Par lit de sous-officier ou soldat, par nuit . . . . .	0,60
Par place de cheval ou mulet et par nuit (plus le fumier) . . . . .	0,15

*Cantonnement :*

Par homme et par nuit . . . . .	0,15
Par animal de trait ou de selle . . . . .	le fumier

ART. 2. — L'article 6 de l'arrêté n° 2733 du 30 août 1939 est abrogé et remplacé par le suivant :

L'évaluation des indemnités à régler fait l'objet d'une procédure à deux degrés :

a) Par des commissions siégeant au chef-lieu de chaque colonie du groupe et dans la circonscription de Dakar.

Ces commissions comportent quatre membres désignés par le gouverneur intéressé.

L'un des membres, militaire, est proposé par le commandant militaire. Il est Président de la commission.

Le second est désigné parmi les fonctionnaires en service au chef-lieu.

Les deux autres sont chargés de représenter les groupements industriels et agricoles de la colonie, ils sont proposés par le président de la chambre de commerce.

b) Par une commission centrale coloniale siégeant à Dakar et dont les membres sont désignés par le gouverneur général.

La composition de cette commission centrale coloniale est la suivante :

*Président :*

Un officier supérieur (ou intendant militaire) proposé par le général commandant supérieur des troupes

*Membres :*

Un officier de marine (ou commissaire de la marine), proposé par le commandant de la marine en Afrique occidentale française;

Un officier de l'armée de l'air, proposé par le commandant de l'air en Afrique occidentale française;

Un fonctionnaire de la direction des services économiques;

Un fonctionnaire de la trésorerie générale de l'Afrique occidentale française;

Un fonctionnaire de l'inspection générale des travaux publics;

Un fonctionnaire de la direction des finances, proposés par le gouverneur secrétaire général.

Sept membres civils, proposés par le président de la chambre de commerce de Dakar, et chargés de représenter les groupements économiques, industriels, commerciaux ou agricoles de la fédération.

La commission centrale coloniale dépend directement du gouverneur général. Son ressort s'étend sur toutes les colonies de l'Afrique occidentale française et le territoire de la circonscription de Dakar.

Elle est chargée d'une part de régler les rapports entre les commissions locales, d'étudier et de proposer les mesures de nature à assurer l'uniformité et la régularité des liquidations; d'examiner les tarifs de base présentés par les commissions locales et de soumettre au gouverneur général les projets d'arrêtés fixant ces tarifs; d'élaborer les projets d'avis à émettre touchant les difficultés contentieuses, recours, en appel, etc...

Elle assure d'autre part, avec la commission centrale métropolitaine prévue à l'article 29 de la loi du 11 juillet 1938 les liaisons mentionnées à l'article 8 du décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique pour l'emploi des ressources des territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du ministère des colonies.

Le président de la commission centrale coloniale adresse la correspondance destinée à la commission centrale métropolitaine sous le couvert du gouverneur général (timbre cabinet militaire).

Il adresse la correspondance destinée aux commissions locales par la même voie. Cette correspondance est ensuite acheminée par l'intermédiaire des gouverneurs dont dépendent les commissions locales.

Le président de la commission centrale coloniale peut toutefois communiquer directement avec les commissions locales lorsqu'il ne s'agit que de demandes de renseignements ou d'opérations peu importantes (retours de bordereaux, accusés de réception, etc...).

Les locaux, le matériel (meubles, machines à écrire, fournitures de bureaux...) et le personnel secrétaire-archiviste-dactylographe indispensable pour le fonctionnement de la commission centrale coloniale, sont fournis par l'administration sur le compte du budget général de l'Afrique occidentale française.

La commission centrale coloniale se réunit aux dates et heures fixées par son président.

Les délibérations ne sont valables que si dix membres au moins (y compris le président) sont présents.

En cas de partage de voix, la voix du président est prépondérante.

Chaque séance fait l'objet d'un procès-verbal consigné sur un registre *ad hoc*.

\* \* \*

Une sous-commission permanente peut être constituée au sein de la commission centrale coloniale pour l'étude de certaines questions particulières et pour la préparation des débats réglés en séance plénière.

Les membres de la sous-commission permanente sont désignés par le président, après avis de la commission.

La commission centrale coloniale siégeant en séance plénière ou la sous-commission permanente peuvent consulter toutes personnes qualifiées.

\* \* \*

Les commissions locales d'évaluation ont les pouvoirs fixés par le titre V de la loi du 3 juillet 1877. Leur ressort comprend tout le territoire de la colonie où est situé leur siège.

Leurs délibérations ne sont valables que si les trois quarts des membres au moins sont présents. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Les commissions locales peuvent, comme il a été dit pour la commission centrale, consulter toutes personnes qualifiées.

Elles proposent, conformément aux dispositions du règlement d'administration publique du 2 septembre 1939 (article 6), du règlement d'administration publique du 28 novembre 1938 (article 39) les tarifs de base pour les objets et services susceptibles d'être réquisitionnés. Ces tarifs serviront à l'évaluation ultérieure des indemnités, calculées dans les conditions fixées par l'article 5 du décret du 2 septembre 1939.

Elles reçoivent des maires, administrateurs-maires ou des administrateurs commandants de cercle, de subdivision, de poste administratif, les états collectifs des fournitures et services exécutés par voie de réquisition, états appuyés des ordres et reçus de réquisition, certificats d'exécution des services requis, et, s'il y a lieu, procès-verbaux de dégâts ou d'estimation prévus par les textes susvisés avec indication du prix demandé.

Elles examinent ces états, émettent leur avis sur le prix de chaque prestation, et, le cas échéant, sur les différences qui auraient pu apparaître entre les quantités réclamées et celles mentionnées sur les reçus.

Elles transmettent toutes les pièces à l'intendant militaire chargé de fixer l'indemnité.

Les divers délais prévus par l'article 26 de la loi du 3 juillet 1877 et par les articles 28, 29, 51, 53 du décret du 2 août 1877 sont maintenus pour les indemnités des prestataires demeurant dans les communes de plein exercice, les communes mixtes, les chef-lieux des colonies et les localités desservies par voie ferrée.

Dans les autres lieux de résidence des indemnités, ces délais sont déterminés par le temps reconnu nécessaire pour faire parvenir une réponse par voie postale.

Le règlement des indemnités doit toutefois intervenir dans les limites fixées par l'article 9 du règlement d'administration publique du 2 septembre 1939. Savoir : deux mois au maximum pour les objets mobiliers et six mois au maximum pour les immeubles à dater de la fixation définitive de l'indemnité.

Les dommages, détériorations, dépréciations subis par le matériel, les animaux, etc. requis, seront estimés au moment de la remise au propriétaire par une commission nommée par le gouverneur et composée de deux officiers désignés par le commandement territorial, d'un fonctionnaire, civil autant que possible.

Les indemnités seront mandatées par les soins de l'ordonnateur du budget intéressé.

Cet ordonnateur mandatera sur les caisses publiques de la colonie (trésoreries, paieries, agences spéciales, etc.) le montant des allocations, collectivement, au nom du receveur de la commune ou de la circonscription administrative. Toutefois les mandats concernant les indemnités supérieures à 10.000 francs seront établis directement au nom des créanciers.

En ce qui concerne les indigènes, le paiement des indemnités dues pour les journées de personnel, d'animaux, et, pour les autres prestations fournies, devra, chaque fois qu'il sera possible, s'effectuer séance tenante et suivant les règles de la comptabilité du budget intéressé.

Si ces sommes ne pouvaient être remises aux ayants-droit pour toute autre cause que l'abandon de poste par l'intéressé, le règlement en serait opéré comme il a été dit à l'alinéa précédent.

Les incapacités de travail temporaires ou définitives, totales ou partielles, les décès de prestataires survenus du fait de l'exécution d'une réquisition, feront l'objet d'un rapport de l'autorité qui aura ordonné la réquisition.

Ce rapport, accompagné d'un certificat médical, fera ressortir nettement la nature et le degré de l'affection ou la cause du décès, ainsi que l'imputabilité au service requis.

Ce dossier sera, après avis de l'intendant local et de la commission locale, transmis par la voie hiérarchique et par l'intermédiaire du gouverneur ou gouverneur général qui le transmettra après examen et avis de la commission centrale coloniale au ministre des colonies à toutes fins utiles.

\* \* \*

Outre la commission centrale coloniale et les commissions locales, des commissions spéciales peuvent être constituées, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 8 du décret du 2 septembre 1939, pour l'évaluation des indemnités à attribuer en ce qui concerne certaines catégories de biens, et, en particulier, en ce qui concerne la réquisition des établissements industriels et commerciaux.

La composition, les attributions et le fonctionnement de ces commissions spéciales feront pour chaque cas l'objet d'arrêtés particuliers du gouverneur général.

Les relations de la commission centrale coloniale et des commissions spéciales sont celles définies plus haut pour les commissions locales.

ART. 3.<sup>e</sup> — Le gouverneur des colonies, secrétaire général du Gouvernement général, les gouverneurs des colonies, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar, le général commandant supérieur des troupes, le commandant de la marine, le commandant de l'air sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de l'Afrique occidentale française.

Dakar, le 17 octobre 1939.

LÉON CAYLA.

#### Gingembre sec — Souchet

ARRETE n° 2.110 S. E. du 10 juin 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française et les actes qui l'ont modifié;

Vu le décret du 25 juin 1940, créant un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

Vu la loi du 14 mars 1942, complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies;

Vu l'arrêté général n° 1680 S. E. du 3 mai 1943, portant modification de l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;

#### ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur F.O.B. port d'embarquement des produits ci-dessous désignés est fixée ainsi qu'il suit à la tonne emballée.

- 1<sup>o</sup> *Gingembre sec*, en provenance . . . . . 20.000  
du Togo . . . . .  
2<sup>o</sup> *Souchet*, en provenance :  
d) du Togo (Lomé) . . . . . 8.000

ART. 2. — . . . . ., le chef du territoire du Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout que de besoin et sera publié aux *Journaux officiels* de l'A. O. F. et du Togo.

Dakar, le 10 juin 1943.

P. BOISSON.

#### Maïs

2183 S. E. — Par arrêté du gouverneur général de l'Afrique occidentale française, haut-commissaire de France au Togo, du 15 juin 1943, est soumis aux opérations de péréquation le lot de 2.506 tonnes 395 de maïs du Togo et du Dahomey, reçu par la compagnie F.A.O. au titre du GAMACAF et arrivé à Dakar, le 7 mars 1943 par s/s « Saint-Louis ».

La caisse de péréquation versera pour chaque kilogramme de maïs vendu du lot ci-dessus défini la somme de 0 fr., 50, différence entre le prix de vente autorisé à 3 francs et le prix de péréquation fixé à 2 fr. 50.

#### Tarif C. F. T.

ARRETE N° 2209 T. P. du 15 juin 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 réorganisant le Gouvernement général de l'A. O. F. et tous les actes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté n° 892/r. p. du 1<sup>er</sup> avril 1937 homologuant le fascicule I du recueil général des tarifs des chemins de fer de l'A. O. F. et tous actes modificatifs ultérieurs;

Vu l'arrêté général n° 3926 T. P. du 2 novembre 1942 approuvant l'arrêté n° 552 du 29 septembre 1942 du commissaire de France au Togo mettant en vigueur dans ce territoire le recueil général des tarifs de chemins de fer de l'A. O. F.

Sur la proposition du directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'annexe n° 4 du fascicule du recueil général des tarifs des chemins de fer de l'A. O. F. et du Togo est modifiée comme suit

MARCHANDISES	PARCOURS DE 200 KM. ET AU-DESSOUS	AU-DELA DE 200 KM PAR ZONE INDIVISIBILE DE 200 KM
Tabac indigène en feuille (1) . . . . .	3	1

(1) Le pourcentage admis ne dépassera en aucun cas 7½.

ART. 2. — Le directeur général des travaux publics de l'A. O. F. et du Togo est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 15 juin 1943.

P. BOISSON.

#### Rationnement

ARRETE N° 2283 S. E. C./5 du 21 juin 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE FRANCE AU TOGO,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'Afrique occidentale française;

Vu le décret du 25 juin 1940 créant un Haut-Commissariat en Afrique française;

Vu le décret du 2 janvier 1920 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires en Afrique occidentale française;

Vu l'arrêté général du 15 septembre 1939 portant délégation de pouvoirs aux chefs de colonies;

Vu la loi du 14 mars 1942 promulguée en A. O. F. par arrêté général du 11 mai 1942 codifiant dans les territoires relevant du secrétariat d'Etat aux colonies : 1<sup>o</sup> la réglementation de l'importation, de l'exportation, de la mise en vente de tous produits, matières, objets nécessaires aux besoins de ces territoires; 2<sup>o</sup> la réglementation des prix modifiée par arrêté n° 4710/s. E. du 31 décembre 1942;

Vu l'arrêté n° 2774/s. E. du 7 août 1942 sur le rationnement général et ses modificatifs n° 4553 sec/5 du 22 décembre 1942 et n° 1679 sec/5 du 3 mai 1943;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 21, 23, 24 et 25 de l'arrêté général n° 2774/s. E. du 7 août 1942

modifié par les arrêtés nos 4553 et 1679 s. E. C. des 22 décembre 1942 et 3 mai 1943, sont abrogés et remplacés par les articles nouveaux suivants :

*Dispositions spéciales pour les laits et farines lactées*

**Art. 21.** — Les feuilles de tickets pour le lait conservé ou la farine lactée ne sont délivrées que sur présentation des pièces justificatives suivantes :

1° — *Pour les enfants jusqu'à 5 ans*

Livret de famille, un extrait de naissance, certificat de vie et de présence à la colonie.

2° — *Pour les enfants de plus de 5 ans et pour les malades et les femmes enceintes*

Certificat médical.

**Art. 23.** — Le chef du service de santé, dans chaque territoire, déterminera selon la composition des stocks et leur état de conservation, les qualités de lait à réserver par priorité aux nourrissons.

Il pourra allouer aux enfants de plus de 5 ans, aux malades et aux femmes enceintes des rations en lait frais provenant des centres laitiers aménagés par l'administration.

**Art. 24.** — Les certificats médicaux établis en application des dispositions de l'article 21 devront être déposés au service des cartes.

Il devront être établis de la façon suivante :

1° — âge;

2° — diagnostic détaillé justifiant la prescription du lait;

3° — quantité de lait prescrite;

4° — durée de la prescription.

Ces certificats seront délivrés ou visés par les médecins fonctionnaires ou militaires habilités par les gouverneurs ou chefs de territoire.

**Art. 25.** — Le taux des rations mensuel est fixé ainsi qu'il suit :

A. — Enfants jusqu'à 5 ans :

de 0 à 6 mois	24 boîtes de lait évaporé (14,5 OZ)	+ 500 grs. de sucre.
	ou 2 kgs. 750 de lait en poudre	
	ou 21 boîtes de lait concentré sucré	
de 6 à 12 mois	30 boîtes de lait évaporé	+ 500 grs. de sucre.
	ou 3 kgs. 500 de lait en poudre	
	ou 26 boîtes de lait concentré sucré	
12 à 18 mois	17 boîtes de lait évaporé	+ 500 grs. de sucre.
	ou 2 kgs. de lait en poudre	
	ou 15 boîtes de lait concentré sucré	
18 mois à 5 ans	11 boîtes de lait évaporé	+ 500 grs. de sucre.
	ou 1 kg. 250 de lait en poudre	
	ou 10 boîtes de lait concentré sucré	

B. — Enfants de plus de 5 ans, malades et femmes enceintes :

Ration fixée par le certificat médical.

**Art 25 bis.** — Les laits secs partiellement écrémés (genre Dryco) ne sont délivrés aux nourrissons que sur ordonnance médicale.

En vue d'en faciliter le contrôle et la répartition, les stocks de laits secs partiellement écrémés sont constitués dans une seule maison de commerce.

Les gouverneurs ou chefs de territoire désigneront les lieux de stockage et dans chaque lieu la maison de commerce chargée de la répartition.

**ART. 2.** — Les gouverneurs des colonies, l'administrateur de la circonscription de Dakar et dépendances, le commissaire de France au Togo sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 21 juin 1943.

P. BOISSON.

**Transport aérien et surtaxes-avion**

**ARRETE** N° 2376 D. T. du 29 juin 1943.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, modifié par les décrets des 4 décembre 1920 et 20 mars 1925;

Vu les arrêtés n° 1949 s. E./8 du 31 mai 1941, n° 2528 s. E./8 du 16 juillet 1941, n° 836/D. T. du 4 mars 1942, fixant les frais de transport aérien des correspondances postales et les surtaxes-avion;

Vu l'arrêté général du 3 mars 1920 fixant les délais d'application en Afrique occidentale française des lois, décrets, arrêtés et règlements émanant du pouvoir central ou du Gouvernement général notamment en son article 3;

La commission permanente du conseil de Gouvernement entendue;

**ARRETE :**

**ARTICLE PREMIER** — Les conditions de rémunération des transports postaux aériens dans les échanges avec l'Afrique du nord (Maroc-Algérie-Tunisie) sont uniformément de 750 francs le kilogramme pour les lettres et cartes, et de 150 francs le kilogramme pour les autres objets.

**ART. 2.** — Les surtaxes-avion applicables aux correspondances dans les mêmes relations sont fixées :

à 4 francs par 5 grammes pour les lettres et cartes;  
à 4 francs par 25 grammes pour les autres objets.

**ART. 3.** — Le présent arrêté qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1943 sera enregistré, publié suivant la procédure d'urgence, prévue à l'article 3 de l'arrêté général du 3 mars 1920 et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 29 juin 1943

P. BOISSON.

(Rendu immédiatement applicable au Togo par arrêté local n° 366 Cab. du 2 juillet 1943).

**ACTES DU POUVOIR LOCAL**

**Surveillance des prix**

**Sucre**

N° 359 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du 25 juin 1943 :

**ARTICLE PREMIER.** — Est fixé à dix-neuf francs cinquante centimes (19,50) le prix du kilogramme de sucre autorisé par la commission des prix dans sa séance du 19 juin 1943 et dont le prix de péréquation

a été fixé à 14 francs le kilo par arrêté général n° 2043 S. E. C./5 du 7 juin 1943 sauf exceptions prévues audit arrêté général.

ART. 2. — Toute vente de sucre à un prix supérieur à celui fixé ci-dessus, sera considérée comme hausse illicite des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

### Vin rouge

N° 388 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du 11 juillet 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les prix autorisés par la commission des prix dans sa séance du 9 juillet 1943.

ART. 2. — Toute vente de produits intéressés à des prix supérieurs à ceux fixés, sera considérée comme hausse illicite des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

PRIX de vente approuvé par arrêté n° 388 C. P. S. du 11 juillet 1943.

Cie F. A. O. (GAMACAF)

Vin rouge . . . . . 15,35 le litre

### Dentrées de première nécessité

N° 360. A. E. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du 26 juin 1943 :

ARTICLE PREMIER. — La vente des denrées ci-après désignées pendant le mois de juillet 1943 est subordonnée à la remise par l'acheteur d'un ticket détaché du feuillet « denrées diverses » (feuillet vert).

Le ticket A donnera droit à 1 litre d'huile comestible.

Le ticket B donnera droit à 2 kilos de sucre.

Le ticket C donnera droit à 4 boîtes 1/4 club conserves de poisson autres que de fabrication A. O. F.

Le ticket D donnera droit à 100 grammes conserves de tomates.

Le ticket E donnera droit à 1 paquet allumettes.

Le ticket F donnera droit à 1 litre vinaigre.

Le ticket G donnera droit à 2 kilos pâtes alimentaires.

Le ticket H donnera droit à 2 kilos conserves de légumes.

Le ticket I donnera droit à 1 bouteille au choix apéritif, en rhum, en cognac, ou eau-de-vie, ou marc et similaires.

Le ticket J donnera droit à 30 litres de vin ordinaire.

Le ticket K donnera droit à 6 mètres au choix de tissus en vente libre (valable pour le 3<sup>e</sup> trimestre).

ART. 2. — La vente des boissons spiritueuses n'est autorisée qu'en faveur des personnes de plus de 20 ans, celle du vin ordinaire qu'en faveur des personnes de plus de 12 ans.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera publié par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des cercles et subdivisions, ainsi que dans tous les bureaux de postes.

### Taxes téléphoniques

ARRETE N° 363 P. T. T. du 29 juin 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la convention passée le 7 octobre 1933 entre le gouverneur de la Gold-Coast à Accra et le gouverneur, commissaire de la République au Togo à Lomé;

Vu la dépêche ministérielle n° 623 du 20 février 1936 donnant l'accord du département;

Vu l'arrêté n° 339 P. T. T. du 11 juin 1943 relevant les taxes téléphoniques dans les communications échangées entre certains bureaux du Togo d'une part et certains bureaux de la Gold-Coast d'autre part;

Vu le radiotélégramme n° 009/Cir. Dex. du 17 juin 1943 de la direction des transmissions de l'A. O. F. à Dakar portant le coefficient international de 14,4 à 16,5;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les communications téléphoniques échangées entre les bureaux de Lomé, Anécho, Atakpamé et Palimé d'une part, d'Accra, Keta, Ada, Denu et Ho d'autre part, acquitteront pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943, par unité de conversation (3 minutes) ou fraction, les taxes suivantes :

	frs.
De Lomé pour	Denu . . . . . 14,60
	Keta . . . . . 29,10
	Ada . . . . . 58,30
	Accra . . . . . 87,40
	Ho . . . . . 38,80
D'Anécho pour	Denu . . . . . 19,40
	Keta . . . . . 34,—
	Ada . . . . . 63,10
	Accra . . . . . 92,20
De Palimé pour	Denu . . . . . 24,30
	Keta . . . . . 38,80
	Ada . . . . . 68,—
	Accra . . . . . 97,10
	Ho . . . . . 29,10
D'Atakpamé pour	Denu . . . . . 24,30
	Keta . . . . . 38,80
	Ada . . . . . 68,—
	Accra . . . . . 97,10

ART. 2. — La taxe pour conversations de nuit est fixée au double et celle pour conversations urgentes au triple de la taxe des conversations ordinaires.

La taxe pour avis d'appel ou préavis est fixée à 7,30.

Une taxe supplémentaire de 3,30 par kilomètre ou fraction de kilomètre sera perçue au bureau de départ pour les avis d'appel ou préavis devant être remis en dehors du périmètre de distribution gratuite des télégrammes.

ART. 3. — Sont abrogées les dispositions contraires au présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 juin 1943.

P. SALICETI.

**Sociétés indigènes de prévoyance**

N° 428 A. E. — Par décision du commissaire de la République au Togo en date du 30 juin 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Par application des dispositions de l'article 13 du décret du 18 septembre 1938, la composition de la commission centrale de surveillance des S. I. P. est fixée comme suit :

M. Négrié, administrateur de 1<sup>re</sup> classe, secrétaire général du Togo *Président*

M.M. le chef du bureau des finances,  
Le chef du bureau des affaires économiques,  
Le chef du service de l'agriculture,  
Le chef du service de l'élevage,  
Le président de la S. I. P. de Lomé,  
Trosselly, agent de la S. C. O. A.,  
de Souza Félício, notable indigène,  
Ajavon Emmanuel, notable indigène. *Membres*

ART. 2. — Sont abrogées les décisions nos 893 A. E. et 894 F. du 24 décembre 1942.

ART. 3. — La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943.

**Commandement indigène**

N° 431 A. P. A. — Par décision du commissaire de la République au Togo en date du :

1<sup>er</sup> juillet 1943. — Sont rendues applicables aux cantons des subdivisions de Lomé et de Tsévié (cercle de Lomé) les dispositions de l'arrêté local n° 171 du 6 mai 1936 portant organisation du commandement indigène au Togo, notamment ses articles 11 et 21.

**Surveillance des Prix**

N° 376 C. P. S. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du 6 juillet 1943 :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les prix autorisés par la commission des prix dans sa séance du 28 juin 1943.

ART. 2. — Toute vente des produits intéressés à des prix supérieurs à ceux fixés, sera considérée comme hausse illicite des prix et sanctionnée des peines prévues par la loi du 14 mars 1942.

PRIX de vente approuvé par arrêté n° 376 C. P. S. du 6 juillet 1943.

**S. G. G. G.****Frs.**

Sirop de Grenadine — la bouteille . . . . .	16,75
Sirop de Citron — a bouteille . . . . .	16,55
Sirop d'Orangeade — la bouteille . . . . .	19,40

**Permis d'abatage de bois**

N° 436 E. F. — Par décision du commissaire de la République au Togo en date du :

7 juillet 1943. — Le commandant du cercle d'Anécho est autorisé à accorder les permis d'abatage pour les bois tels que, bambous, perches et fromagers.

Un relevé des permis sera adressé tous les mois au service des eaux et forêts à Lomé.

**Réquisitions militaires et civiles**

ARRETE N° 381 A. P. A. du 9 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires et le décret du 2 août 1877 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de cette loi et les actes modificatifs subséquents;

Vu le décret du 6 décembre 1938 fixant les modalités d'application aux territoires d'outre-mer de la loi du 3 juillet 1877 (arrêté de promulgation n° 124 du 21 février 1940);

Vu le décret du 2 mai 1939 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre (arrêté de promulgation n° 634 D. N. du 2 septembre 1939);

Vu le décret du 2 septembre 1939 portant règlement d'administration publique déterminant les conditions d'emploi des ressources des territoires d'outre-mer (arrêté de promulgation n° 593 du 10 novembre 1939);

Vu l'arrêté général n° 2695 D. N. du 28 août 1939 appliquant au territoire du Togo les dispositions de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation de la nation pour le temps de guerre concernant la réquisition des personnes et des biens;

Vu l'arrêté général n° 2733 D. N. du 30 août 1939 relatif à l'application en A. O. F. de la loi du 3 juillet 1877 sur l'exercice des réquisitions militaires, modifié par l'arrêté général n° 3197 D. N. du 17 octobre 1939, et les actes subséquents en ce qui concerne le règlement des indemnités pour les réquisitions militaires;

Vu l'arrêté local n° 2 du 6 janvier 1940 nommant les membres de la commission spéciale des réquisitions civiles et déterminant l'étendue des attributions de cette commission;

Vu le décret du 25 juin 1940 portant création d'un Haut-Commissariat de l'Afrique française;

**ARRETE :**

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions des arrêtés généraux suivants :

a) arrêté général n° 2733 D. N. du 30 août 1939 relatif à l'application en A. O. F. de la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires (J. O. A. O. F. du 2 septembre 1939).

b) arrêté général n° 3197 D. N. du 17 octobre 1939 et les actes subséquents modifiant l'arrêté général n° 2733 D. N. du 30 août 1939 sus-visé, en ce qui concerne le règlement des indemnités pour les réquisitions militaires,

sont rendues applicables au territoire du Togo.

ART. 2. — En ce qui concerne toutefois les réquisitions ordonnées par les autorités civiles pour la satisfaction des besoins résultant de la constitution des services publics du territoire, créés ou maintenus, ainsi qu'à leur fonctionnement et à leur entretien, la composition de la commission chargée d'évaluer les indemnités à régler aux prestataires, prévue à l'article 2 de l'arrêté général n° 3197 D. N. du 17 octobre 1939 est fixée comme suit :

**Président :**

Le secrétaire général.

**Membres :**

Le chef du bureau des affaires économiques;

Le chef du bureau des finances;

Trois membres civils chargés de représenter les groupements économiques, industriels, commerciaux ou agricoles du territoire.

La commission d'évaluation qui dépend directement du Commissaire de la République a son siège à Lomé. Son ressort s'étend à tout le territoire du Togo. Ses membres sont désignés par le Commissaire de la République.

ART. 3. — Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées.

ART. 4. — Le secrétaire général et les commandants de cercles et chefs de subdivisions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* du territoire du Togo.

Lomé, le 9 juillet 1943.

P. SALICETI.

ARRETE N° 394 A. P. A. du 12 juillet 1943.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du commissaire de la République au Togo;

Vu l'arrêté local n° 381 A. P. A. du 9 juillet 1943 relatif à l'application au Togo de la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires;

Vu l'arrêté local n° 265 du 22 mai 1940 relatif à l'application dans le territoire du Togo de la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 3 de l'arrêté local n° 381 A. P. A. du 9 juillet 1943 sus-visé est complété ainsi qu'il suit :

« . . . notamment l'arrêté local n° 265 du 22 mai 1940 relatif à l'application dans le territoire du Togo de la loi du 3 juillet 1877 et les lois subséquentes sur l'exercice des réquisitions militaires ».

ART. 2. — Le secrétaire général et les commandants de cercles et chefs de subdivisions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* du Togo.

Lomé, le 12 juillet 1943.

P. SALICETI.

N° 382 A. P. A. — Par arrêté du commissaire de la République au Togo en date du :

9 juillet 1943. — La composition de la commission instituée par l'article 2 de l'arrêté local n° 381 A. P. A. du 9 juillet 1943, pour l'évaluation des indemnités dues à la suite de réquisitions civiles, est fixée comme suit :

M. Négrié, secrétaire général . . . *Président*

M.M. Sanson, chef du bureau des finances,  
Bérard, chef du bureau des affaires économiques,

Bastard, agent fondé de pouvoirs de la Cie. F. A. O., représentant le commerce,

Zèle, agent fondé de pouvoirs des Etablissements R. Eychenne, représentant l'industrie,

Augustino de Souza, représentant l'agriculture.

*Membres*

Toutes dispositions antérieures contraires sont abrogées.

#### Commission des prix

RECTIFICATIF à la décision n° 375/A. E. du 29 mai 1943.

*Au lieu de :*

M. Bastard, membre de la chambre de commerce, représentant le commerce, provisoirement désigné en remplacement de M. Trosselly, démissionnaire,

*Lire :*

M. Bastard, représentant le commerce, provisoirement désigné en remplacement de M. Trosselly, démissionnaire.

### ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

##### Ecole nationale de la France d'outre-mer

LISTE des adjoints des services civils admis au concours d'admission au stage de l'école nationale de la France d'outre-mer des 2 et 3 avril 1943.

M.M. Philippe Dubois, adjoint de 1<sup>re</sup> classe;

Jacques Guillon, adjoint principal de 3<sup>e</sup> classe;

#### Rappel d'ancienneté

Par arrêtés du gouverneur général de l'Afrique occidentale française des :

10 juin 1943. — Les rappels d'ancienneté pour services militaires ci-dessous indiqués sont attribués dans leur grade actuel aux agents des services civils des colonies dont les noms suivent :

M. Robert Lamy, commis de 3<sup>e</sup> classe, conserve 7 mois 22 jours de rappels d'ancienneté pour services militaires.

M. Hervé d'Arcimoles, adjoint de 2<sup>e</sup> classe, conserve 10 mois 10 jours de rappels d'ancienneté pour services militaires.

M. Louis Dubois, commis de 3<sup>e</sup> classe, conserve 10 mois 28 jours de rappels d'ancienneté pour services militaires.

**Stage de perfectionnement**

Par décision du gouverneur général de l'A. O. F. du :

7 juin 1943. — Sont déclarés admis au stage de perfectionnement pour l'accès au principalat :

*Les sages-femmes auxiliaires de 1<sup>re</sup> classe*

Mmes. Victorine Maboudou.

Marie Amorin (née Tèvi).

Les intéressés devront être rendus à Dakar pour le 1<sup>er</sup> juillet 1943.

**ACTES DU POUVOIR LOCAL****PERSONNEL EUROPÉEN****Passage à l'échelon supérieur de solde**

Par décision n° 429 P. du :

1<sup>er</sup> juillet 1943. — M. Jallais Albert, mécanicien électricien à 19.000 francs du cadre commun supérieur des P. T. T. de l'A. O. F., en service détaché au Togo, passe à l'échelon supérieur de solde à 21.000 francs, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943.

**Tableau d'avancement**

Par arrêté n° 370 P. du :

3 juillet 1943. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux européens du Togo :

**1<sup>o</sup> — ENSEIGNEMENT**

*Pour le grade d'inspecteur principal de 3<sup>e</sup> classe des écoles*

M. Champion Albert, inspecteur de 1<sup>re</sup> classe des écoles.

*Pour le grade d'instituteur ppal hors classe 2<sup>e</sup> échelon*

M. Pallarès Martin, instituteur principal hors classe 1<sup>er</sup> échelon.

**2<sup>o</sup> — TRAVAUX PUBLICS**

*Pour le grade de comptable de 2<sup>e</sup> classe.*

M. Carl Marcellin dit Brenner, comptable de 3<sup>e</sup> classe.

**3<sup>o</sup> — CHEMINS DE FER**

*Pour le grade de chef de district principal de 2<sup>e</sup> classe*

M. Agniel Jean, chef de district principal de 3<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de comptable principal de 2<sup>e</sup> classe.*

M. Wallon Gaston, comptable principal de 3<sup>e</sup> cl.

**Promotions**

Par arrêté n° 373 P. du :

5 juillet 1943. — Sont promus à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943 dans le personnel des cadres locaux européens du Togo :

**1<sup>o</sup> — TRAVAUX PUBLICS**

*Au grade de comptable de 2<sup>e</sup> classe*

M. Carl Marcellin dit Brenner, comptable de 3<sup>e</sup> cl.  
(Rappel de S. M. conservé au 1<sup>er</sup> juillet 1943 :  
4 mois 27 jours.)

**2<sup>o</sup> — CHEMINS DE FER**

*Au grade de chef de district principal de 2<sup>e</sup> classe*

M. Agniel Jean, chef de district principal de 3<sup>e</sup> cl.  
(Rappel de S. M. conservé au 1<sup>er</sup> juillet 1943 :  
2 mois 10 jours.)

*Au grade de comptable principal de 2<sup>e</sup> classe*

M. Wallon Gaston, comptable principal de 3<sup>e</sup> cl.  
(Rappel S. M. néant.)

**PERSONNEL INDIGÈNE****Tableau d'avancement**

Par arrêté n° 372 P. du :

3 juillet 1943. — Est inscrit au tableau d'avancement du personnel du cadre commun secondaire de l'enseignement primaire de l'A. O. F. pour le deuxième semestre 1943 :

*Pour le grade d'instituteur de 1<sup>re</sup> classe :*

M. d'Almeida Alexandre, instituteur de 2<sup>e</sup> classe.

Par arrêté n° 371 P. du :

3 juillet 1943. — Sont inscrits au tableau d'avancement du personnel des cadres locaux indigènes du Togo pour le deuxième semestre 1943 :

**1<sup>o</sup> — SERVICE DE SANTÉ**

*Pour le grade d'aide-pharmacien de 1<sup>re</sup> classe :*

Lawson Bidi Martin, aide-pharmacien de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'aide-médecin ou d'aide-pharmacien de 2<sup>e</sup> classe :*

Kangni Lucien, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe,

Doe Robert, aide-pharmacien de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 1<sup>re</sup> classe :*

Edoh Ignace, infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe,

Djadoo Cécilia, infirmière-major de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*

Padénou Jean, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe,

Amoussou Gervais, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*

Abbey Firmin, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,

Fadikpé René, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,

Adama Arnold, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,

d'Almeida Sophie Kay, infirmière-major de 5<sup>e</sup> cl.,

Mawoéna Emmanuel, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*

Kouassigan Gabriel, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,

Vignon Justine, infirmière de 1<sup>re</sup> classe,

Amoussou Maurice, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,

Rolland Lucie, infirmière de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*

Agbélékpé Lucas, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,

Agbodjan Prince Robert, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,

Gonçalvès Marie, infirmière de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*

Moutin Henri, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
 Aquéréburu Ben Sam, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
 Gbédémah Elias, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
 Anthony Joseph, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
 Gnassounou Léon, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
 Folly Thomas, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
 Lawson Pierre, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'infirmier de 4<sup>e</sup> classe :*

Akakpoh Hubert, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

2<sup>o</sup> — SERVICE D'HYGIÈNE*Pour le grade de brigadier de 1<sup>re</sup> classe :*

Lawson Laison Joseph, brigadier de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de brigadier de 2<sup>e</sup> classe :*

Botchoé Bernard, garde de 1<sup>re</sup> classe.

3<sup>o</sup> — ENSEIGNEMENT*Pour le grade d'instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Amédégnato Richard, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> cl.,  
 Dégbœ Alphonse, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe,  
 Kouanvii Laurent, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Mensah Kouévi, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe,  
 Kponton Lucien, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*

Freitas Paulin, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*

Lawson Pierre, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :*

Houénassou Daniel, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe,  
 Akakpo Ecoué Théophile, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

4<sup>o</sup> — SERVICE DE L'AGRICULTURE*Pour le grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Kloutsé Joseph, moniteur de 2<sup>e</sup> classe,  
 Djondo Augustin, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Améhamé Barnabé, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Dogbé Gottlieb, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Ahyee Joseph, moniteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de moniteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe :*

Amidou Moussa, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe,  
 Cocouvi Michel, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.

5<sup>o</sup> — DOUANES*Pour le grade de commis de 2<sup>e</sup> classe :*

Gbikpi Daniel André, commis de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 3<sup>e</sup> classe :*

Pédanou André, préposé de 1<sup>re</sup> classe,  
 Gbeblewoo Nicolas, préposé de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de préposé de 1<sup>re</sup> classe :*

Kouévi Cyrus, préposé de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de préposé de 2<sup>e</sup> classe :*

Batonou Bernard, préposé de 3<sup>e</sup> classe,  
 Ajayee Dominique Jean, préposé de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de préposé de 5<sup>e</sup> classe :*

Kudadjé Gabriel, préposé de 6<sup>e</sup> classe.

6<sup>o</sup> — SERVICE DES P. T. T.*Pour le grade de commis principal de 3<sup>e</sup> classe :*

Maleaux Joseph, commis hors classe,  
 Gonçalvès René, commis hors classe.

*Pour le grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :*

Bonin Calixte, commis de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 2<sup>e</sup> classe :*

Bruce Doe Thomas, commis de 3<sup>e</sup> classe,  
 Wilson Godfroy, commis de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 4<sup>e</sup> classe :*

Gomez Robert, commis de 5<sup>e</sup> classe,  
 Amaizo Kouévi, commis de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 7<sup>e</sup> classe :*

Bocconi Jean, commis de 8<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis de 8<sup>e</sup> classe :*

Almeida Stéphan, surnuméraire.

*Pour le grade de facteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Bouraima Samuel, facteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur de 4<sup>e</sup> classe :*

Amouzou Barthélémy, facteur de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Logossou Sébastien, facteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe,  
 Sossah Cosme, facteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant-chef de 3<sup>e</sup> classe :*

Lassey Antoine, surveillant de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de surveillant de 4<sup>e</sup> classe :*

Nandoma Codjo, surveillant de 5<sup>e</sup> classe.

7<sup>o</sup> — COMMIS D'ADMINISTRATION*Pour le grade de commis d'administration principal de 4<sup>e</sup> classe :*

Akouété Paulin, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe,  
 Bannerman Pierre, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe :*

Agboton Albert, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe :*

Gbikpi Norbert, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
 Maboudou Joseph, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
 Lassey Combévi, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
 Lawson Bernardin, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
 Vieira François, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
 Ajavon Joseph, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl. :*

Paraiso Basile, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
 Amégnizin Faustin, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
 Lawson Nicolas, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
 Dossou François, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
 Bandeira James, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl. :*

Ako Michel, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
 Adjévi Sylvain, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.,

Pindra François, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.,  
Gnassounou Richard, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,

Hundt Jean, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
Wallabregue Robert, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl. :*  
d'Almeida Joseph, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.,  
Gnamey Roger, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.,  
Kokou Louis, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl. :*  
Santos Pédre, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Lawson Léonard, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Etè Sylvain, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Atayi Jonathan, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Messan Laurent, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Amoussou Romuald, commis d'administrat. de 5<sup>e</sup> cl.,  
Couassi Joseph, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
de Souza Théodore, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Loko Albert, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl. :*  
Ajavon Frédéric, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Houessou Jean, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Aghey Jean, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl. :*  
Amoussou Virgile, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.

*Pour le grade de commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl. :*  
Limoan Germain, commis d'administration de 8<sup>e</sup> cl.

#### 8<sup>o</sup> — INTERPRÈTES

*Pour le grade d'interprète principal de 4<sup>e</sup> classe :*  
Adjallé Ignace, interprète principal de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'interprète de 2<sup>e</sup> classe :*  
Méatchi Albada, interprète de 3<sup>e</sup> classe.

#### 9<sup>o</sup> — POLICE

*Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*  
Deckon Cosme, inspecteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe :*  
Comlan Georges, inspecteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe,  
Bruce Cuthbert, inspecteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'inspecteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe :*  
Jacob Norbert, inspecteur auxiliaire de 6<sup>e</sup> classe.

#### 10<sup>o</sup> — PLANTONS

*Pour le grade de brigadier-planton de 1<sup>re</sup> classe :*  
Abalo Ferdinand, brigadier-planton de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de planton de 1<sup>re</sup> classe :*  
Gnimavo Amoussou, planton de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de planton de 3<sup>e</sup> classe :*  
Dossou Sossou, planton de 4<sup>e</sup> classe,  
Folly Louis, planton de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de planton de 4<sup>e</sup> classe :*  
Bossou Anatole Joseph, planton de 5<sup>e</sup> classe,  
Padonou Célestin, planton de 5<sup>e</sup> classe,  
Tahoulan Christophe, planton de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de planton de 5<sup>e</sup> classe :*  
Padonou Maurice, planton de 6<sup>e</sup> classe,  
Gomez Richard, planton de 6<sup>e</sup> classe.

#### 11<sup>o</sup> — SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

##### a) Ouvriers

*Pour le grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*  
Moumouni Sama, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe,  
Mathey Pierre, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe,  
Kodjo Moïse, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe,  
Tétévi Adanbounou, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*  
Kouassi Adrien, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
Kouvahé Joseph, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

##### b) Surveillants de route

*Pour le grade de surveillant de route de 4<sup>e</sup> classe :*  
Looky Zakary, surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe,  
Codjie Stéphan, surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe,  
Sonhaye Djato, surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe.

##### c) Mécaniciens-conducteurs

*Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 1<sup>re</sup> classe :*

Koumako Kouawo Joseph, mécanicien-conducteur principal de 2<sup>e</sup> classe,  
Koko Kouassi, mécanicien-conducteur principal de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de mécanicien-conducteur principal de 3<sup>e</sup> classe :*

Amoussou Afanou Ambroise, mécanicien-conducteur principal de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe :*  
Bougounou Napo, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> cl.,  
Akakpo Vincent, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe.

#### 12<sup>o</sup> — CHEMINS DE FER

*Pour le grade de chef de station de 2<sup>e</sup> classe :*  
Kokodoko Christian, chef de station de 3<sup>e</sup> classe,  
Lassey Benjamin, chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*  
Dedry Vincent, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
Brenner Frédéric, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
Lawson William, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
Donyoh Grégoire, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe :*  
Djadoo Joseph, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe,  
Ajavon René, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef de train de 2<sup>e</sup> classe :*  
Brym Moïse, chef de train de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*  
Wilson Edouard, maître-ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*  
Afangnihoun Thomas, maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*  
Mensah Christophe, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe,  
Aziadapou Jacob, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*  
Akakpovi Robert, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*  
Kouévi Kponvi, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*  
Adadé Théophile, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
Sédaolo Tèvi, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

Sémanou Egbla, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
Abalo Koudaouh, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*  
Vintoura Patrice, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de mécanicien de 1<sup>re</sup> classe :*  
Mensah Kloussé Agbodo, mécanicien de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de mécanicien de 2<sup>e</sup> classe :*  
Roloph, mécanicien de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef d'équipe de 1<sup>re</sup> classe :*  
Biam Johannès, chef d'équipe de 2<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de chef d'équipe de 4<sup>e</sup> classe :*  
Kowou Agbokou, chef d'équipe de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade d'homme d'équipe de 2<sup>e</sup> classe :*  
Guégué Issouka, homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe.

### 13<sup>o</sup> — WHARF

*Pour le grade de premier-maître-canotier :*  
Sémako Eklou, second-maître.

*Pour le grade de peinteur de 4<sup>e</sup> classe :*  
Aziangan Frédéric, peinteur de 5<sup>e</sup> classe,  
Dagan Anselme, peinteur de 5<sup>e</sup> classe.

### Promotions

Par arrêté n<sup>o</sup> 375 P. du :

5 juillet 1943. — Est promu à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943 dans le personnel du cadre commun secondaire de l'enseignement primaire de l'A. O. F. :

*Au grade d'instituteur de 1<sup>re</sup> classe :*  
M. d'Almeida Alexandre, instituteur de 2<sup>e</sup> classe.

Par arrêté n<sup>o</sup> 374 P. du :

5 juillet 1943. — Sont promus à compter du premier juillet 1943 dans le personnel des cadres locaux indigènes du Togo :

### 1<sup>o</sup> — SERVICE DE SANTÉ

*Au grade d'aide-pharmacien de 1<sup>re</sup> classe :*  
Lawson Bidi Martin, aide-pharmacien de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'aide-médecin ou d'aide-pharmacien de 2<sup>e</sup> cl. :*  
Kangni Lucien, aide-médecin de 3<sup>e</sup> classe,  
Doe Robert, aide-pharmacien de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 1<sup>re</sup> classe :*  
Edoh Ignace, infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe,  
Djadoo Cécilia, infirmière-major de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 2<sup>e</sup> classe :*  
Padénou Jean, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe,  
Amoussou Gervais, infirmier-major de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 4<sup>e</sup> classe :*  
Abbey Firmin, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,  
Fadikpé René, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,  
Adama Arnold, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe,  
d'Almeida Sophie Kay, infirmière-major de 5<sup>e</sup> cl.,  
Mawoéna Emmanuel, infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier-major de 5<sup>e</sup> classe :*  
Kouassigan Gabriel, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
Vignon Justine, infirmière de 1<sup>re</sup> classe,  
Amoussou Maurice, infirmier de 1<sup>re</sup> classe,  
Rolland Lucie, infirmière de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 1<sup>re</sup> classe :*

Agbélékpoé Lucas, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
Agbodjan Prince Robert, infirmier de 2<sup>e</sup> classe,  
Gonçalvès Marie, infirmière de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe :*

Moutin Henri, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Aguéréburu Ben Sam, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Gbédémah Elias, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Anthony Joseph, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Gnassounou Léon, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Folly Thomas, infirmier de 3<sup>e</sup> classe,  
Lawson Pierre, infirmier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'infirmier de 4<sup>e</sup> classe :*

Akakpoh Hubert, infirmier de 5<sup>e</sup> classe.

### 2<sup>o</sup> — SERVICE D'HYGIÈNE

*Au grade de brigadier de 1<sup>re</sup> classe :*

Lawson Laison Joseph, brigadier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de brigadier de 2<sup>e</sup> classe :*

Botchoé Bernard, garde de 1<sup>re</sup> classe.

### 3<sup>o</sup> — ENSEIGNEMENT

*Au grade d'instituteur ordinaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Amédégnato Richard, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> cl.,  
Dégoé Alphonse, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe,  
Kouanviah Laurent, instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur ordinaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Mensah Kouévi, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe,  
Kponton Lucien, instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 1<sup>re</sup> classe :*

Freitas Paulin, instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe :*

Lawson Pierre, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe :*

Houénassou Daniel, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe,  
Akakpo Ecoué Théophile, instituteur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe.

### 4<sup>o</sup> — SERVICE DE L'AGRICULTURE

*Au grade de moniteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Kloutsé Joseph, moniteur de 2<sup>e</sup> classe,  
Djondo Augustin, moniteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur de 2<sup>e</sup> classe :*

Améliamé Barnabé, moniteur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*

Dogbé Gottlieb, moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe :*

Ahyee Joseph, moniteur auxiliaire de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de moniteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe :*

Amidou Moussa, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe,  
Cocouvi Michel, moniteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.

### 5<sup>o</sup> — DOUANES

*Au grade de commis de 2<sup>e</sup> classe :*

Gbikpi Daniel André, commis de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 3<sup>e</sup> classe :*

Pédanou André, préposé de 1<sup>re</sup> classe,  
Gbeblewoo Nicolas, préposé de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de préposé de 2<sup>e</sup> classe :*

Batonou Bernard, préposé de 3<sup>e</sup> classe,  
Ajayée Dominique Jean, préposé de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de préposé de 5<sup>e</sup> classe :*  
Kudadjé Gabriel, préposé de 6<sup>e</sup> classe.

#### 6<sup>e</sup> — SERVICE DES P. T. T.

*Au grade de commis principal de 3<sup>e</sup> classe :*  
Maleaux Joseph, commis hors classe,  
Gonçalvès René, commis hors classe.

*Au grade de commis de 1<sup>re</sup> classe :*  
Bonin Calixte, commis de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 2<sup>e</sup> classe :*  
Bruce Doe Thomas, commis de 3<sup>e</sup> classe,  
Wilson Godfroy, commis de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 4<sup>e</sup> classe :*  
Gomez Robert, commis de 5<sup>e</sup> classe,  
Amaizo Kouévi, commis de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 7<sup>e</sup> classe :*  
Bocconi Jean, commis de 8<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis de 8<sup>e</sup> classe :*  
Almeida Stéphan, surnuméraire.

*Au grade de facteur de 1<sup>re</sup> classe :*  
Bouraima Samuel, facteur de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur de 4<sup>e</sup> classe :*  
Amouzou Barthélémy, facteur de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*  
Logossou Sébastien, facteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe,  
Sossah Cosme, facteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de surveillant-chef de 3<sup>e</sup> classe :*  
Lassey Antoine, surveillant de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de surveillant de 4<sup>e</sup> classe :*  
Nandoma Codjo, surveillant de 5<sup>e</sup> classe.

#### 7<sup>e</sup> — COMMIS D'ADMINISTRATION

*Au grade de commis d'administration ppal de 4<sup>e</sup> cl. :*  
Akouété Paulin, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe,  
Bannerman Pierre, commis d'administration principal de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration ppal de 5<sup>e</sup> cl. :*  
Agboton Albert, commis d'administration principal de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration ppal de 6<sup>e</sup> cl. :*  
Gbikpi Norbert, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
Maboudou Joseph, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
Lassey Combévi, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
Lawson Bernardin, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
Vieira François, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.,  
Ajavon Joseph, commis d'administration de 1<sup>re</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe :*  
Paraiso Basile, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
Amégnizin Faustin, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
Lawson Nicolas, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
Dossou François, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.,  
Bandeira James, commis d'administration de 2<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe :*  
Ako Michel, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
Adjévi Sylvain, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.,  
Pindra François, commis d'administration de 3<sup>e</sup> cl.,  
Gnassounou Richard, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe.

*Hundt Jean, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe,  
Wallabregue Robert, commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe.*

*Au grade de commis d'administration de 3<sup>e</sup> classe :*  
d'Almeida Joseph, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.,  
Gnamey Roger, commis d'administration de 4<sup>e</sup> cl.,  
Kokou Louis, commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 4<sup>e</sup> classe :*  
Santos Pedro, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Lawson Léonard, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Eté Sylvain, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Atayi Jonathan, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Messian Laurent, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
Amoussou Romuald, commis d'administrat. de 5<sup>e</sup> cl.,  
Couassi Joseph, commis d'administration de 5<sup>e</sup> cl.,  
de Souza Théodore, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe,  
Loko Albert, commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 5<sup>e</sup> classe :*  
Ajavon Frédéric, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Houessou Jean, commis d'administration de 6<sup>e</sup> cl.,  
Aghey Jean, commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe.

*Au grade de commis d'administration de 6<sup>e</sup> classe :*  
Amoussou Virgile, commis d'administration de 7<sup>e</sup> cl.

*Au grade de commis d'administration de 7<sup>e</sup> classe :*  
Limoan Germain, commis d'administration de 8<sup>e</sup> cl.

#### 8<sup>e</sup> — INTERPRÈTES

*Au grade d'interprète principal de 4<sup>e</sup> classe :*  
Adjallé Ignace, interprète principal de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'interprète de 2<sup>e</sup> classe :*  
Méatchi Albada, interprète de 3<sup>e</sup> classe.

#### 9<sup>e</sup> — POLICE

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 1<sup>re</sup> classe :*  
Deckon Cosme, inspecteur auxiliaire de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 4<sup>e</sup> classe :*  
Comlan Georges, inspecteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe,  
Bruce Cuthbert, inspecteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'inspecteur auxiliaire de 5<sup>e</sup> classe :*  
Jacob Norbert, inspecteur auxiliaire de 6<sup>e</sup> classe.

#### 10<sup>e</sup> — PLANTONS

*Au grade de brigadier-planton de 1<sup>re</sup> classe :*  
Abalo Ferdinand, brigadier-planton de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de planton de 1<sup>re</sup> classe :*  
Gnimavo Amoussou, planton de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de planton de 3<sup>e</sup> classe :*  
Dossou Sossou, planton de 4<sup>e</sup> classe,  
Folly Louis, planton de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de planton de 4<sup>e</sup> classe :*  
Bossou Anatole Joseph, planton de 5<sup>e</sup> classe,  
Padonou Célestin, planton de 5<sup>e</sup> classe,  
Tahoulan Christophe, planton de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de planton de 5<sup>e</sup> classe :*  
Padonou Maurice, planton de 6<sup>e</sup> classe,  
Gomez Richard, planton de 6<sup>e</sup> classe.

## 11° — SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

## a) Ouvriers

*Au grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*

Moumouni Sama, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe,  
 Mathey Pierre, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe,  
 Kodjo Moïse, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe, rappel pour  
 services militaires conservé : 2 ans 6 mois,  
 Tétévi Adanbounou, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*

Kouassi Adrien, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
 Kouvahé Joseph, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

## b) Surveillants de route

*Au grade de surveillant de route de 4<sup>e</sup> classe :*

Looky Zakary, surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe,  
 Codjie Stéphan, surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe,  
 Sonhayé Djato, surveillant de route de 5<sup>e</sup> classe.

## c) Mécaniciens-conducteurs

*Au grade de mécanicien-conducteur ppal de 1<sup>re</sup> classe :*

Koumako Kouawo Joseph, mécanicien-conducteur  
 principal de 2<sup>e</sup> classe,  
 Koko Kouassi, mécanicien-conducteur principal de  
 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien-conducteur ppal de 3<sup>e</sup> classe :*

Amoussou Afanou Ambroise, mécanicien-conducteur  
 principal de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien-conducteur de 1<sup>re</sup> classe :*

Bougounou Napo, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> cl.,  
 Akakpo Vincent, mécanicien-conducteur de 2<sup>e</sup> classe.

## 12° — CHEMINS DE FER

*Au grade de chef de station de 2<sup>e</sup> classe :*

Kokodoko Christian, chef de station de 3<sup>e</sup> classe,  
 Lassey Benjamin, chef de station de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de station de 3<sup>e</sup> classe :*

Dedry Vincent, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
 Brenner Frédéric, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
 Lawson William, chef de station de 4<sup>e</sup> classe,  
 Donyoh Grégoire, chef de station de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de facteur-enregistreur de 2<sup>e</sup> classe :*

Djadoo Joseph, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe,  
 Ajavon René, facteur-enregistreur de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef de train de 2<sup>e</sup> classe :*

Brym Moïse, chef de train de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*

Wilson Edouard, maître-ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*

Afangnilhoun Thomas, maître-ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe :*

Mensah Christophe, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe,  
 Aziadapou Jacob, maître-ouvrier de 7<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 1<sup>re</sup> classe :*

Akakpovi Robert, ouvrier de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 2<sup>e</sup> classe :*

Kouévi Kponvi, ouvrier de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 3<sup>e</sup> classe :*

Adadé Théophile, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
 Sédaolo Têvi, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
 Sémanou Egbia, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe,  
 Abalo Koudaouh, ouvrier de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'ouvrier de 4<sup>e</sup> classe :*

Vintoura Patrice, ouvrier de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien de 1<sup>re</sup> classe :*

Mensah Kloussé Agbodo, mécanicien de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de mécanicien de 2<sup>e</sup> classe :*

Roloph, mécanicien de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef d'équipe de 1<sup>re</sup> classe :*

Biam Johannès, chef d'équipe de 2<sup>e</sup> classe.

*Au grade de chef d'équipe de 4<sup>e</sup> classe :*

Kowou Agbokou, chef d'équipe de 5<sup>e</sup> classe.

*Au grade d'homme d'équipe de 2<sup>e</sup> classe :*

Guégué Issouka, homme d'équipe de 3<sup>e</sup> classe.

## 13° — WHARF

*Au grade de premier-maître-canoitier :*

Sémako Eklou, second-maître.

*Au grade de pointeur de 4<sup>e</sup> classe :*

Aziangan Frédéric, pointeur de 5<sup>e</sup> classe,  
 Dagan Anselme, pointeur de 5<sup>e</sup> classe.

**Retraite**

**RECTIFICATIF** à l'arrêté n° 302 p. du 24 mai 1943  
 portant admission à la retraite du commis d'admini-  
 stration de 6<sup>e</sup> classe Pascal Emile.

*Au lieu de :*

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date  
 de sa signature.

*Lire :*

Le présent arrêté aura effet pour compter du 19  
 avril 1943.

**Révocation**

Par arrêté n° 358 p. du :

25 juin 1943. — Le maître-ouvrier de 6<sup>e</sup> classe  
 du cadre local indigène du chemin de fer et du wharf  
 du Togo Kpadé Robert, est révoqué de son emploi  
 pour compter du 23 février 1943, date à laquelle il  
 a abandonné son poste.

**Agents auxiliaires****Reclassement**

Par décision n° 433 p. du :

3 juillet 1943. — Le planton Gagnon Emile, an-  
 cien agent auxiliaire remis provisoirement agent jour-  
 nalier par décision n° 326 p. du 1<sup>er</sup> mai 1943, est  
 reclassé en qualité d'agent au salaire mensuel de  
 sept cent soixante quinze francs (775 frs.) exclusif  
 de toutes autres indemnités, pour compter du 1<sup>er</sup> jan-  
 vier 1943.

Le sus-nommé subira sur le montant de son salaire  
 la retenue pour pécule prévue par les textes en vi-  
 gueur.

**Révocation**

Par décision n° 452 p. du :

10 juillet 1943. — L'aide commis-expéditionnaire  
 auxiliaire Sossah Emmanuel Dagobert est révoqué de  
 son emploi pour compter du 29 mai 1943, date à  
 laquelle il a été placé sous mandat de dépôt pour  
 faux et usage de faux et escroquerie.

**Gardes frontières****Nomination**

Par arrêté n° 364 p. du :

1<sup>er</sup> juillet 1943. — Le nommé Hounandjaï François, ancien militaire est agréé en qualité de garde-frontière stagiaire du cadre local du Togo.

**Tableau d'avancement**

Par arrêté n° 378 p. du :

8 juillet 1943. — Sont inscrits au tableau d'avancement pour l'année 1943 les agents du cadre local indigène des gardes-frontières des douanes du Togo dont les suivent :

*Pour le grade de sergent 2<sup>e</sup> échelon*

Soglo Joseph, sergent 1<sup>er</sup> échelon.

*Pour le grade de caporal 2<sup>e</sup> échelon*

Soglo François, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

Comlan Ségla, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

Mama Dramanou, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

Tongni Tétévi, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

Tétévi Jacob, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

*Pour le grade de caporal 1<sup>er</sup> échelon*

Ayivi Jérôme, garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe.

*Pour le grade de garde-frontière de 2<sup>e</sup> classe*

Tekoé Alfred, garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe*

Aholoukpe Hounsavi, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

Fahoubo Kabiné, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

Quenum Augustin, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

Adjiko Auguste, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

Hounye Dossah, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

*Pour le grade de garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe*

Kouadou, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Dagnokossou Pierre, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Messan Paulin, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Edoh Pierre, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

**Promotions**

Par arrêté n° 379 p. du :

8 juillet 1943. — Sont promus les agents du cadre local indigène des gardes-frontières du Togo dont les noms suivent :

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1943*

*Au grade de sergent 2<sup>e</sup> échelon*

Soglo Joseph, sergent 1<sup>er</sup> échelon.

*Au grade de caporal 2<sup>e</sup> échelon*

Soglo François, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

Comlan Ségla, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

Mama Dramanou, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

*Au grade de caporal 1<sup>er</sup> échelon*

Ayivi Jérôme, garde-frontière de 1<sup>re</sup> classe.

*Au grade de garde-frontière de 2<sup>e</sup> classe*

Tekoé Alfred, garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe.

*Au grade de garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe*

Aholoukpe Hounsavi, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

Fahoubo Kabiné, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

Quenum Augustin, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

Adjiko Auguste, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe*

Kouadou, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Dagnokossou Pierre, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

*Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943*

*Au grade de caporal 2<sup>e</sup> échelon*

Tongni Tétévi, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

Tétévi Jacob, caporal 1<sup>er</sup> échelon.

*Au grade de garde-frontière de 3<sup>e</sup> classe*

Hounye Dossah, garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe.

*Au grade de garde-frontière de 4<sup>e</sup> classe*

Messan Paulin, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

Edoh Pierre, garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe.

**Révocation**

Par arrêté n° 380 p. du :

9 juillet 1943. — Le garde-frontière de 5<sup>e</sup> classe du cadre local du Togo, Abbey Louis, précédemment en service détaché au poste douanier de Sangha (Côte-d'Ivoire), est révoqué pour compter du 2 février 1942, date à laquelle il a été condamné par le tribunal du deuxième degré du cercle de Fada N'Gourma (Côte-d'Ivoire) à 15 ans de travaux forcés et interdiction d'exercer un emploi public pour concussion.

**Forces de Police****Retraite — Licenciements**

Par arrêté n° 357 B. M. du :

25 juin 1943. — Sont licenciés et rayés des contrôles actifs des forces de police du territoire :

*A compter du 1<sup>er</sup> juin 1943 :*

Monteiro, garde de 2<sup>e</sup> classe, n° Mle 1107, « pour mauvaise manière habituelle de servir ».

*Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943 :*

Toi Sondé, brigadier de 2<sup>e</sup> classe n° Mle. 397, « pour fin de contrat ».

Proposé pour l'attribution d'une pension de retraite dans les conditions fixées par l'arrêté n° 112 en date du 20 février 1937.

Badja, garde de 2<sup>e</sup> classe, n° Mle. 944, « pour fin de contrat ».

Sekandé, garde de 2<sup>e</sup> classe, n° Mle. 1288, « pour fin de contrat ».

Les frais de transport prévus par l'arrêté n° 480 du 30 août 1934 sont accordés aux gradés et gardes licenciés ci-dessus pour rejoindre leurs foyers avec leur famille.

Par arrêté n° 365 s. G. du :

1<sup>er</sup> juillet 1943. — Les gardes de cercle dont les noms suivent, rayés des contrôles des forces de police du territoire, sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite :

*A compter du 1<sup>er</sup> juillet 1942*

Djamedja Cissine, garde de 2<sup>e</sup> classe, n° Mle. 1072.

*A compter du 5 février 1943*

Kouakou Tamberma N'Diti, brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe n° Mle. 38,

Mamadou Kamara Bourahima, brigadier-chef de 1<sup>re</sup> classe n° Mle. 1119,

Esso I. Béké, brigadier-chef de 2<sup>e</sup> classe, n° Mle. 1012,

Sabi Tcha, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, n° Mle. 78,

Moussa Kandé Ali, garde de 1<sup>re</sup> classe, n° Mle. 913,

Bartie Kabouré Lagoulo, garde de 2<sup>e</sup> classe, n° Mle 994.

*A compter du 15 mars 1943 :*

Abinata Béhinda, brigadier de 1<sup>re</sup> classe, n° Mle. 354,

Moussa Mamadou Amadou, brigadier de 2<sup>e</sup> classe, n° Mle. 183,

Baouana Marouanda, garde de 1<sup>re</sup> classe, n° Mle. 351,

Bellakam Diaye, garde de 1<sup>re</sup> classe, n° Mle. 265,

Tiombabou Lamboni, garde de 2<sup>e</sup> classe, n° Mle 975.

*A compter du 1<sup>er</sup> avril 1943 :*

Missika Loukéma, garde de 1<sup>re</sup> classe, n° Mle. 1022.

*A compter du 1<sup>er</sup> juin 1943 :*

Dioni Ougouma, garde de 1<sup>re</sup> classe, n° Mle. 978.

**ADDITIF à l'arrêté n° 357 B. M. du 25 juin 1943.**

Sont licenciés . . . . .

*Pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943*

*Après :*

Sekandé, garde de 2<sup>e</sup> classe . . . . .

*Ajouter :*

Moussa Koulibali, garde de 1<sup>re</sup> classe, Mle 1147

Mamadou II, garde de 2<sup>e</sup> classe, Mle 1123

« pour inaptitude physique non imputable au service ».

Le reste sans changement.

## DIVERS

### Commission d'Examen

Par décision n° 435 T. P. du :

6 juillet 1943. — Une commission composée de :

M. le chef du service des travaux publics  
et des mines du Togo ou son adjoint . . . . . *Président*

M.M. Roche, administrateur des colonies,  
de Meyer, chef du bureau du per-  
sonnel, . . . . . *Membres*

M. Lombard, ingénieur-adjoint des tra-  
vaux publics des colonies . . . . . *rapporteur*

se réunira sur la convocation de son président pour examiner l'aptitude professionnelle de M. Dossou Jean, agent auxiliaire des travaux publics, candidat à l'emploi de surveillant des travaux publics.

L'examen aura lieu par écrit et portera sur les questions suivantes :

1<sup>o</sup> — Une dictée (30 minutes);

2<sup>o</sup> — Une rédaction sur un sujet simple se rapportant au métier du candidat (2 heures);

3<sup>o</sup> — Un problème pratique sur l'arithmétique, numération décimale, quatre règles, fraction, système métrique (1 heure);

4<sup>o</sup> — Un problème pratique sur la géométrie, notions élémentaires de levés de plans, arpentage, nivellement (2 heures);

5<sup>o</sup> — Une épreuve comprenant l'établissement de l'avant-métré et le détail estimatif d'une construction simple (4 heures);

Il sera pris note du temps réel;

6<sup>o</sup> — Une épreuve comprenant l'exécution d'un nivellement au niveau d'eau ou au collimateur (4 h.);

Il sera pris note du temps réel;

7<sup>o</sup> — Questions orales d'ordre professionnel (30 minutes).

*Cotes et coefficients.* — Les épreuves seront cotées de 0 à 20. Leurs valeurs relatives seront déterminées par les coefficients ci-après :

Dictée . . . . .	3
Rédaction . . . . .	3
Arithmétique . . . . .	4
Géométrie . . . . .	5
Avant-métré, détail estimatif . . . . .	5
Nivellement . . . . .	5
Questions orales . . . . .	4
	29

*Notes minima.* — Le candidat ne pourra être admis s'il n'a obtenu :

1<sup>o</sup> — au moins la cote 10 pour les 3<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup>  
6<sup>o</sup> épreuves et la cote 6 pour les autres; 2<sup>o</sup> — une moyenne générale au moins égale à 12.

Les sujets de composition seront choisis à raison de trois questions par matière par le chef du service des travaux publics et enfermés dans une enveloppe cachetée qui portera la mention des épreuves. Ce pli sera adressé au commissaire de la République 8 jours avant la date de l'examen.

Les sujets des épreuves seront arrêtés par le commissaire de la République et placés sous pli scellé pour chaque épreuve. Tous les plis seront adressés sous une seconde enveloppe scellé au président de la commission prévue à l'article premier de la présente décision la veille de l'examen.

Au début de chaque séance, le président de la commission, en présence du candidat et de tous les membres de la commission qui constatent l'intégrité des cachets, ouvre l'enveloppe renfermant les matières destinées à être traitées. Ces matières seront toutes indiquées dès le commencement de la séance.

Le candidat ne devra établir ses compositions et exécuter ses travaux qu'avec ses moyens propres, sans aide extérieure d'aucune sorte sauf pour l'épreuve de nivellement pour laquelle les auxiliaires nécessaires seront mis à sa disposition.

Le procès-verbal des opérations de la commission d'examen sera adressé au commissaire de la République accompagné des compositions du candidat et de l'appréciation de la commission.

**Enseignement****ECOLE EUROPÉENNE DE LOMÉ****Diplôme d'études primaires préparatoires****Session de 1943****LISTE des candidats admis classés par ordre de mérite.**

- 1<sup>er</sup> — Gaudillot (Jacques-Aimé).  
2<sup>e</sup> — Nassar (Jean-Assad-Georges).

**Certificat d'enseignement primaire supérieur**

Par décision n° 459 E. du :

11 juillet 1943. — Sont déclarés admis à l'examen pour l'obtention du certificat d'enseignement primaire supérieur les élèves désignés ci-après par ordre de mérite :

- 1<sup>o</sup> — Adakpo Willy, mention assez bien.  
2<sup>o</sup> — Mivédo Alex, sans mention.  
3<sup>o</sup> — Gadagbé Emile, sans mention.  
4<sup>o</sup> — Sessou Jean Kpadénou, sans mention.  
5<sup>o</sup> — Kouévidjen André, sans mention.  
6<sup>o</sup> — Kouadjovi Esther, sans mention.  
7<sup>o</sup> — Amouzou John, sans mention.

**Interdiction de séjour**

Par arrêté n° 367 A. P. A. du :

3 juillet 1943. — Le séjour dans le territoire du Togo est interdit pendant cinq ans, pour compter du 2 juillet 1943, date de l'expiration de sa peine de prison, au nommé Ahamadah (Jérôme), de la prison de Sokodé, âgé de 38 ans, né à Athiémé (Dahomey), fils de feu Ahamadah et de feue Djidodé, interprète, condamné à un an de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour complicité de coups et blessures volontaires par jugement n° 17 du 16 juillet 1942 du tribunal du premier degré de Lama-Kara.

Par arrêté n° 369 C. D. du :

3 juillet 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs et supplémentaires, exercice

**Rachat des produits****Commission**

Par décision n° 423 A. E. du :

25 juin 1943. — La décision n° 16 A. E. du 7 janvier 1943 est complétée comme suit :

a) en cas d'empêchement ou d'absence de M. l'inspecteur des affaires administratives, M. Guillou, administrateur de 1<sup>re</sup> classe, administrateur-maire de Lomé, remplira les fonctions de président. —

b) à la liste des membres, ajouter le directeur de l'agence de la banque de l'Afrique occidentale à Lomé représentant le groupement professionnel du crédit.

**Rôles**

Par arrêté n° 361 C. D. du :

29 juin 1943. — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle supplémentaire d'impôts cédulaires (B. I. C.) afférent à l'exercice 1942 et dont le détail suit :

Rôle N° 28 — Lomé-Trésor . . . . . 76.188

La date de mise en recouvrement de ce rôle est fixée au 30 juin 1943.

Par arrêté n° 362 C. D. du :

29 juin 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles primitifs d'impôts cédulaires et d'impôt général sur le revenu, afférents à l'exercice 1943 et dont le détail suit :

Rôle N° 18 — Lomé-Trésor . . . . . 353.994  
Rôle N° 19 — Agence Lomé . . . . . 54.229  
Rôle N° 20 — Agence Tsévié . . . . . 364  
Rôle N° 21 — Agence Anécho . . . . . 19.397  
Rôle N° 22 — Agence Atakpamé . . . . . 52.465  
Rôle N° 23 — Agence Sokodé . . . . . 8.633  
Rôle N° 24 — Agence Palimé . . . . . 23.865  
Rôle N° 25 — Agence Bassari . . . . . 1.109  
Rôle N° 26 — Agence Mango . . . . . 4.677  
Rôle N° 27 — Agence Lama-Kara . . . . . 1.689

Total . . . . . 520.422

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 30 juin 1943.

1943 dont les détails suivent, s'élevant à la somme de : SEPT CENT NEUF MILLE QUATRE CENT QUATRE-VINGT TROIS FRANCS QUATRE-VINGT-DIX CENTIMES.

N° DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
<b>Exercice 1943</b>				
70	Lomé-Ville (Com. M.)	Impôt personnel (taxe fixe) . . . . . 250,— Rachat des prestations . . . . . 40,—	290,—	290,—
71	Trésor	Impôt foncier sur immeubles non bâtis européens . . . . . 1.583,50 Taxe d'ordures . . . . . 14.782,80	16.366,30	16.366,30
72	Tsévié	Impôt personnel (taxe fixe) . . . . . 2.000 Rachat des prestations . . . . . 320	2.320,—	
73	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	22.240,—	
74	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	1.680,—	26.240,—
75	Klouto	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 44.070,— Rachat des prestations . . . . . 7.020,—	51.090,—	51.090,—
à reporter				93.986,30

NOS DES RÔLES	AGENCES	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT DES RÔLES	TOTAL
		<i>report.</i> . . . . .		93.986,30
76	Anécho	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 37.990,— Rachat des prestations . . . . . 6.865,—	44.855,—	
77	—	Impôt personnel (taxe fixe) . . . . . 11.750,— Rachat des prestations . . . . . 1.880,—	13.630,—	
78	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	750,—	
79	—	Rachat des prestations en nature . . . . .	148.950,—	
80	—	Patentes . . . . .	12.975,—	
81	—	Taxe sur armes non perfectionnées . . . . .	1.392,—	
82	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	13.470,—	236.022,—
83	Sokodé	Rachat des prestations indigènes . . . . .	113.560,—	
84	—	Prestations en nature . . . . .	43.220,—	
85	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	10.881,—	
86	—	Impôt sur la population flottante . . . . .	330,—	
87	—	Patentes . . . . .	4.645,—	
88	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	1.350,—	173.986,—
89	Mango	Impôt personnel (taxe fixe) . . . . . 500,— Rachat des prestations . . . . . 80,—	580,—	
90	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 810,— Rachat des prestations . . . . . 180,—	990,—	
91	—	Impôt personnel sur indigènes catég. sup. 120,— Rachat des prestations . . . . . 20,—	140,—	
92	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	18.510,—	
93	—	Impôt personnel sur indigènes catégorie ordinaire . . . . .	16.408,—	
94	—	Impôt sur population flottante . . . . .	14.820,—	
95	—	Rachat des prestations indigènes . . . . .	6.200,—	
96	—	Patentes . . . . .	5.610,—	
97	—	Taxe sur armes perfectionnées . . . . .	20,—	
98	—	Taxe sur les bicyclettes . . . . .	930,—	64.208,—
99	Atakpamé	Patentes . . . . .	4.000,—	
100	—	Licences . . . . .	6.000,—	
101	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (européens) . . . . .	2.115,—	
101 bis	—	Impôt foncier sur immeubles bâtis (indigènes) . . . . .	3.847,—	
102	—	Impôt foncier sur immeubles non bâtis . . . . .	147,50	16.109,50
103	Trésor	Contribution des licences . . . . .	1.000,—	1.000,—
104	Lomé-Ville (Com. M.)	Contribution des licences . . . . .	1.500,—	
105	—	Contribution foncière sur immeubles bâtis 49.878,— Taxe d'ordures . . . . . 12.852,—	62.730,—	
106	—	Contribution foncière sur immeubles non bâtis . . . . . 31.572,20 Taxe d'ordures . . . . . 1.043,20	32.615,40	96.845,40
107	Trésor	Contribution foncière sur immeubles bâtis 15.942,— Taxe d'ordures . . . . . 11.384,70	27.326,70	27.326,70
		<b>TOTAL</b> . . . . .		<b>709.483,90</b>

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 1<sup>er</sup> juillet 1943.

Par arrêté n° 377 C. D. du :

8 juillet 1943. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles supplémentaires (exercice 1942) dont détail suit :

N°s	AGENCE	NATURE DES CONTRIBUTIONS	MONTANT	TOTAL
		<b>EXERCICE 1942</b>		
314	Anécho	Impôt pers. s/indigène c. s. . . . .	180	
315	—	Impôt pers. s/indigène c. o. . . . .	522	702

La date de mise en recouvrement de ces rôles est fixée au 31 mai 1943.

#### Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision n° 427 A. E. du :

30 juin 1943. — M. l'administrateur de 2<sup>e</sup> classe Bérard, chef du bureau des affaires économiques est nommé administrateur du fonds commun des S. I. P. en remplacement de l'administrateur de 2<sup>e</sup> classe Sanson, chef du bureau des finances.

M. L'adjoint principal des services civils Berlie, en service au bureau des affaires économiques, est nommé secrétaire-trésorier du fonds commun des

S. I. P. en remplacement de M. Brenner, comptable des travaux publics en service au bureau des finances.

La présente décision aura effet pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1943.

Par décision n° 454 A. E. du :

10 juillet 1943. — La décision du 30 juin 1943 portant nomination de l'administrateur et du secrétaire-trésorier du fonds commun des S. I. P. est complétée comme suit :

M. Brenner, comptable des travaux publics, demeure secrétaire-trésorier du fonds commun des Sociétés indigènes de prévoyance jusqu'à ce que la passation de service avec M. Berlie ait pu être effectuée.

#### **Témoignage officiel de satisfaction**

Par décision n° 451 A. E. du :

9 juillet 1943. — Un témoignage officiel de satisfaction est accordé à M. Barma Victor, adjoint principal des services civils des colonies, chef de la subdivision de Dapango, cercle de Mango, pour le motif suivant :

« Par sa parfaite compréhension et exécution des instructions reçues, son activité et son autorité, a réussi à sauvegarder pour l'exportation, six mois après l'époque normale de la campagne, un tonnage d'arachides deux fois supérieur à celui escompté. Malgré le très court délai imparti et les circonstances défavorables du fait que l'opération dut être effectuée au moment des gros travaux des champs, a réussi à livrer dans d'excellentes conditions 600 tonnes d'arachides décortiquées destinées aux Alliés. A ainsi contribué dans toute la mesure du possible à l'effort de guerre qui lui était demandé. »

La présente décision sera incorporée dans le dossier personnel de M. Barma.

## **PARTIE NON OFFICIELLE**

### **AVIS ET COMMUNICATIONS**

#### **Avis de Concours**

Un concours pour le recrutement de six agents auxiliaires aura lieu le mercredi 28 juillet 1943 à 8 heures à l'école primaire supérieure de Lomé.

Les candidats devront adresser leurs demandes au commissaire de la République et se présenter au chef du bureau du personnel (Gouvernement) pour renseignements complémentaires.

Les épreuves du concours comporteront :

- 1<sup>o</sup> — Une dictée;
- 2<sup>o</sup> — Une composition française;
- 3<sup>o</sup> — Deux épreuves d'arithmétique sur les quatre opérations fondamentales.

### **DOMAINES**

#### **Avis de demande d'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1253, déposée le dix-huit mai 1943 le sieur Yacoubou Soulé, profession d'acheteur de produits, demeurant et domicilié à Sokodé, cercle du dit, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier à usage de terrain de culture, d'une contenance totale de 1 hectare 90 ares 48 centiares situé à Sokodé, cercle de Sokodé, borné au nord par la route de la Résidence de Sokodé vers Dédauré, à l'est par la rivière Akpaka, au sud par la rivière Kpandi, à l'ouest par la route de Blitta à Bassari.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1254, déposée le vingt-huit mai 1943 la dame Monica Nouméto, profession de revendeuse, demeurant et domiciliée à Palimé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeure non interdite, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène et voulant opter pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain nu, ayant la forme de quadrilatère irrégulier, d'une contenance totale de 6 ares 60 centiares situé à Palimé, subdivision de Palimé, borné au nord par la Mission Catholique, au sud par la route de Missahohé, à l'est par Patrick S. Séddoh et à l'ouest par W. W. Tamakloe.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1255, déposée le huit juin 1943 le sieur Akoué John Adoté Akpiti, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Dégbénou, cercle d'Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme de quadrilatère irrégulier planté de cocotiers d'une contenance totale d'environ 1 hectare 75 ares 16 centiares situé à Dégbénou-Togodo, cercle d'Anécho, borné au nord par terrain à Benjamin A. Vignon, à l'est par terrain à Dovi Atidékou, au sud par terrain au requérant, à l'ouest par terrain à Kékou Ayivigan.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 1256, déposée le dix-neuf juin 1943 le sieur Themson David Tété, profession de bijoutier, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils selon son statut personnel indigène optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale d'environ quatre ares vingt-sept centiares (4 a 27 ca) situé à Lomé, quartier n° 10, cercle de Lomé, borné au nord par la rue de la Marne, à l'est par T. 535 de Lomé à Henry Avunyra Liggie, au sud par la rue du chemin de fer, à l'ouest par terrain à Toudji Koudadjé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,*  
R. de GUISE.